

SAÏD CHANEGRIHA

«Nous devons faire face à toute éventualité»

Lire en page 3 l'article de Ikram Ghloua

L'EXPRESSION

Le Quotidien

Jeudi 28 mars 2024 - N°7167 - Prix : Algérie 30 DA — <http://www.lexpressiondz.com> — ISSN 1112-3397 — Directeur Fondateur : AHMED FATTANI

PARLEZ, PARLEZ MONSIEUR LE PRÉSIDENT !



AHMED
PAR FATTANI

À

la surprise générale, le Président Tebboune a décidé de raccourcir son mandat de trois mois. Une élection présidentielle anticipée se déroulera le 7 septembre prochain. La Constitution qu'il a fait réviser à peine un an

après son élection lui accorde pleinement ce droit. C'est un événement majeur dans la vie politique nationale inattendu et qui force à s'interroger sur ses causes réelles. On a fait suivre l'annonce de cette décision, deux jours plus tard, par un long « parchemin » de l'agence APS pour cal-

mer les ardeurs d'une certaine frange de l'opinion en mal de repère politique. Il reste qu'une semaine après, l'on persiste toujours et encore à recevoir des explications sur cette « présidentielle anticipée ». On continue de spéculer. De gamberger. Dans les cercles politiques, chaque soir après le ftour, la frénésie de la spéculation repart de plus belle.

Sur ce sujet précis, la parole présidentielle, l'on ne peut pas dire qu'elle s'est faite rare, elle est inexistante. Comment devrait-on dès lors agir pour barrer la route aux spéculateurs ? À certains survivants d'une époque révolue, prédicateurs de mauvais sort qui rêvent de faire souffler de mauvais vents sur le pays. Il existe une caste politique, survivante d'un

héritage du passé qui veut encore faire la loi dans ce pays. La dépêche de l'APS fait bien allusion à ce propos à ceux qui veulent piéger le pays. Bref, il s'agit de faire face à un univers hors du commun, impitoyable et parfois de la pire engeance qui soit. Capable de tout ce qui relève du brigandage politique.

Dès son investiture à la Présidence, avouons-le, Abdelmadjid Tebboune donne de l'urticaire à ceux qui étaient encore attachés aux prébendes du pouvoir.

Aujourd'hui l'Algérie se réinvente. Elle se donne une vision. Le Président a réussi à réaliser en quatre ans d'exercice un véritable tour de force, ce que rares parmi ses prédécesseurs ont accompli.

Suite en page 2



UNE SEMAINE DEPUIS L'ANNONCE SURPRISE DE LA PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE

Les milieux politiques s'animent

Lire en page 3 l'article de Amirouche Yazid

MINE DE GHAR DJEBILET, DÉSSALEMENT DE L'EAU DE MER ET NUMÉRISATION

RÉUNION DU GOUVERNEMENT

Les trois dossiers phares du quinquennat



Lire en page 4 l'article de Saïd Boucetta

PARLEZ, PARLEZ MONSIEUR LE PRÉSIDENT !

Suite de la page Une

Les Institutions ne sont plus un mot creux. Elles fonctionnent dans la transparence et ouvrent la voie à l'avènement d'un État de droit. La République qui a été sérieusement ébranlée est sur ses pieds. Nous ne devons pas être frappés d'amnésie au point d'oublier qu'en décembre 2019, cette même république était à terre. Le pays frappé d'une vraie paraplégie, n'avait plus de boussole, pouvait à tout moment sombrer dans l'inconnu.

L'on sait depuis ce début de l'année que le compte à rebours pour une nouvelle présidentielle a commencé pour les Hommes du Président sans que ce dernier n'ait pris ou pas sa décision de se porter candidat à un nouveau mandat. Cette « présidentielle anticipée » peut obéir à d'autres motifs.

Depuis bientôt cinq ans, l'Algérie vit sous l'ère Tebboune. Une période pleine de ressources et de promesses qui a ravi le cœur des Algériens et qui mérite tous les éloges. Venu au pouvoir dans des conditions exceptionnelles en 2019 dans



un pays ébranlé par la contestation populaire et où des jusqu'aux-boutistes s'obstinaient à dicter leur loi, le monde nous regardait sans nous accorder alors la moindre chance de survie. Depuis, cinq ans ont passé, mais le hirak a laissé ses traces dans la conscience populaire au point de le faire entrer dans le « Panthéon » de l'Histoire en se frayant une place dans la nouvelle Constitution du pays.

Quel Homme ? Quel Président aurait accepté de relever un pareil défi ? De se jeter dans l'arène à un moment où le moral de tout un peuple était plombé ?

Reste que dans la vie, le destin est un grand metteur en scène. Il monte des scénari et distribue le casting. Tebboune, le candidat que le « pouvoir corrupteur » a voulu « descendre » est un homme politique qui n'a pas son

égal. Sa volonté, son courage et sa perspicacité sont une « baraka » pour qu'il déjoue tous les faux pronostics de ses rivaux et de prétendus leaders politiques et d'opinion qui ont jeté leur dévolu sur lui. Quant aux partis, on le sait, ils sont devenus depuis longtemps des nids à fantômes. Que reste-t-il aujourd'hui du FLN, du RND ou du MSP ? Cet homme aux manettes de l'Algérie depuis quatre ans est convaincu d'aller dans le sens de l'Histoire. Il multiplie les succès dans presque toutes ses entreprises qu'elles soient sociales, politiques ou diplomatiques. Son dernier succès signe sa consécration en matière de politique étrangère. Il réalise le tour de force d'arracher le cessez le feu à Ghaza là où de grandes nations ont lamentablement échoué.

N'oublions pas que son mandat a été amputé de six mois d'exercice à la suite de sa contamination par le COVID. Malgré sa maladie, cloué sur son lit d'hôpital berlinois, Tebboune lutte pour sa survie politique et physique. Il dope son aura!

Il intrigue et fascine par sa ténacité alors qu'il y a à peine depuis quelques mois seulement il voyait

son pays et son peuple sombrer dans la crise. C'est dans une atmosphère de « vaiselle brisée » que Tebboune franchit le seuil du Palais d'El Mouradia ! Les institutions sont ébranlées, les Algériens se vouent une haine inexpiable. Dans ce climat explosif, il ne manquait plus que quelqu'un craque une allumette...

Le temps est venu maintenant pour les Algériens d'en finir avec les souvenirs douloureux, d'un pays divisé, déchiré entre victimes et bourreaux. Il faut tirer la chasse sur tous ces relents du passé.

L'Algérie de Tebboune se réinvente !

On peut dire maintenant qu'il y a un socle républicain. En quatre ans de « Pouvoir Tebboune », l'Algérie a bien progressé. Le Président a réussi à faire redémarrer l'Algérie, à lui fixer des perspectives claires. Enfin, il a remis la clé dans le moteur.

Son message politique adressé aux Algériens ne prête pas à équivoque. Et il doit savoir maintenant plus que jamais que « la politique, c'est d'abord parler aux gens ». A.F.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE

Les démocrates auront-ils leur candidat ?

LA PRÉSIDENTIELLE devrait constituer une opportunité pour la mouvance démocratique.

■ HOCINE NEFFAH

L'annonce par le président de la République Abdelmadjid Tebboune d'organiser l'élection présidentielle anticipée le 7 septembre prochain a suscité des réactions politiques de la part des partis de la majorité et de partis islamistes. Le grand absent, c'est bien l'opposition dite démocratique qui n'a pas jugé utile de réagir et commenter ladite annonce politique d'une importance majeure. Certaines formations politiques sont en train de peaufiner un programme dans la perspective de participer dans cette joute cruciale qui engage le devenir du pays. Il y a même des partis qui ont installé leur organe électoral afin de se mettre au diapason de cet enjeu et événement majeur qui est l'élection présidentielle. Que font les démocrates dans ce sens ? Ont-ils débattu de la faisabilité d'engager un candidat remplissant les conditions d'une personnalité en mesure de rassembler les forces démocratiques et se proposer comme alternative crédible et concrète ? Sont-ils en mesure d'aller

vers une nouvelle dynamique politique et sociétale à même de participer en force à cette élection présidentielle au lieu d'épouser la thèse qui a été exprimée lors de la création en 2019 du cadre politique portant le nom de « Forces du pacte de l'Alternative démocratique (PAD) » ? Seulement le PAD avait appelé à ne pas participer à toutes les élections y compris la présidentielle, exigeant lors de la réunion qui a mis en oeuvre une convention qui soulignait que « les forces du pacte de l'Alternative démocratique appellent à une période de transition pour la mise en place d'un État de droit, un processus constituant souverain, l'indépendance de la justice, l'ouverture des médias à la libre expression et la libération des détenus d'opinion du Hirak », rappelle la convention signée par une dizaine de partis, associations et membres de la société civile comme les syndicats autonomes, associations, chercheurs universitaires, juristes et écrivains, afin de trouver une alternative politique à la crise qui secoue l'Algérie depuis l'émergence de l'élan populaire du 22 février 2019. Cette expérience n'a

pas trop duré à cause des divisions doctrinales et politiques entre les « démocrates » qui ont fait recours à des concepts chers aux islamistes et les « quituquistes » en allant jusqu'à parler d'une période de transition et l'implication y compris les reliquats du FIS dissous. Cette situation a vite fait de faire implorer la très jeune expérience du PAD en hypothéquant ainsi le projet et l'alternative démocratique. Aujourd'hui, l'enjeu relève plus de l'existence dudit pôle démocratique sur la scène politique nationale. Rien de concret n'a été dégagé de la part des partis qui se reconnaissent dans le giron des « démocrates ». Aucune réaction n'est venue pour rappeler que ladite mouvance existe bel et bien et elle songe concevoir une nouvelle démarche à même de mener une nouvelle expérience politique en rupture totale avec les dernières années caractérisées par l'inertie et l'immobilisme suicidaire.

L'élection présidentielle anticipée du 7 septembre prochain est une occasion en or pour les forces démocratiques pour regrouper et rassembler les efforts dans la perspective d'un véritable renouveau

démocratique. La politique de la chaise vide à non seulement montré ses limites, mais elle s'avère plus nuisible pour des forces qui cherchent à s'ancrer au sein de la société et aspirer à atteindre la haute magistrature de l'État, à savoir la présidence pour pouvoir réaliser les changements escomptés d'une manière pacifique et dans le cadre du respect absolu de la Constitution.

Les forces démocratiques sont face à une épreuve politique qu'ils doivent surmonter en revenant aux fondamentaux de la pratique politique. C'est l'action politique qui détermine la position d'un parti et non le contraire. Sans une action concrète et une participation massive dans le débat public et les tâches politiques à l'adresse de la société, rien ne pourra se réaliser et se concrétiser. L'enjeu de la présidentielle anticipée du 7 septembre prochain devrait constituer une opportunité pour la mouvance démocratique afin qu'elle se réhabilite et retrouve la voie de l'action politique et l'initiative concrète sur le terrain au lieu de s'enfoncer dans l'immobilisme suicidaire. H.N

UNE SEMAINE DEPUIS L'ANNONCE SURPRISE DE LA PRÉSIDENTIELLE ANTICIPÉE

Les milieux politiques s'animent

LES STRUCTURES partisans tendent à secouer leur apathie en perspective de l'élection présidentielle avancée au 7 septembre prochain.

■ AMIROUCHE YAZID

Une semaine depuis l'annonce de la tenue de l'élection présidentielle anticipée le 7 septembre prochain, l'effet surprise semble avoir été consommé. Preuve en est que les acteurs politiques se sont mis ces derniers jours à aborder l'évènement. Même si les partis politiques n'ont pas encore fait état de leur position tranchée, la question de ce scrutin présidentiel s'est installée dans les débats internes. Et les rendez-vous organiques se sont multipliés au sein de plusieurs formations politiques. Les choses vont allées crescendo.

Particulièrement pour les partis politiques qui ont l'habitude de s'impliquer, quelle que soit la manière, dans de précédentes élections présidentielles. C'est le cas notamment du Mouvement de la société pour la paix (MSP) et du Parti des travailleurs (PT) dont les premiers responsables ont eu à briguer la magistrature suprême. C'est aussi le cas du Mouvement El Bina dont le président Abdelkader Bengrina a fait l'expérience de la course à la Présidence en 2019. S'il est prématuré d'ébaucher sur les forces qui animeront cet évènement, force est de constater que les états-majors des partis politiques vivent désormais au rythme de la présidentielle avancée. Certaines formations politiques s'y préparent activement. Le MSP, à titre d'exemple, ne fait plus mystère quant à sa présence au prochain rendez-vous électoral. Son président Abdelali Hassani Cherif a affirmé, avant-hier, à Blida que le parti sera présent lors de la prochaine élection présidentielle avec « force et détermination ». Il a précisé qu'il appartient au Conseil consultatif du parti, qui se réunira après les fêtes de l'Aïd, de fixer les modalités de cette participation. Le MSP « peut offrir une alternative politique, ou parvenir à un partenariat politique, et être un partenaire politique fiable », a affirmé Hassani, lequel promet un « comportement positif » du parti islamiste à l'occasion de ce vote.

De son côté, le bureau politique du PT s'est exprimé sur l'évènement. Il a affirmé que la formation politique de



Louisa Hanoune, Abdelali Hassani, Soufiane Djilali et Abdelkader Bengrina

Louisa Hanoune ne peut ignorer une aussi importante échéance électorale parce qu'elle concerne le sort du pays.

Mais parce qu'il y a « un contexte mondial lourd de dangers pour l'humanité, les nations et les peuples, dont les retombées destructrices se sont confirmées dans la région du Sahel », a expliqué le PT dans un communiqué.

« Dans ce contexte, il est apparu clairement que notre pays est directement visé dans sa stabilité et son intégration du fait des projets sionistes qui prévoient de disloquer toute la région », a indiqué le PT. Pour ce qui est de sa participation ou non à ce scrutin, ce sont les instances de direction du parti qui décideront, selon la même source.

Les instances du PT tiendront compte dans l'examen de la question de la participation, du contexte mondial et régional et les intérêts du peuple algérien, qui « ne peuvent être dissociés de l'intégrité de la nation ».

Pour sa part, la formation de Jil Jadid n'a pas été évasive sur la question. Son président, Soufiane Djilali, a considéré qu'un parti politique

sérieux ne peut faire l'impasse sur la présidentielle. Particulièrement quand le parti politique est porteur d'un projet de société.

Sur le contexte, il a relevé que la situation politique et géopolitique est suffisamment complexe et menaçante pour tomber dans des récriminations sans effets.

À propos de la participation de cette jeune formation politique au scrutin présidentiel, son premier responsable a estimé qu'il est encore trop tôt pour trancher la question promettant que la position de Jil Jadid sera connue avant la convocation du corps électoral le 8 juin prochain. D'ici cette étape, l'action politique va s'animer davantage pour donner lieu à d'autres intentions de candidatures à la présidentielle. Cette compétition, qui a déjà enregistré la candidature de Zoubida Assoul, promet ainsi de faire sortir les milieux et structures politiques de leur léthargie. L'évènement offre ainsi à la politique de reprendre ses droits. Et de redonner vie à des structures politiques sclérosées.

A.Y.

L'EDITORIAL

Une dynamique algérienne

■ CHAABANE BENSACI

Il aura fallu d'intenses efforts et une détermination sans faille pour que le Conseil de sécurité de l'ONU finisse par adopter une résolution exigeant un cessez-le-feu à Gaza. Ce vote quasi unanime, les Etats-Unis étant seuls sur les quinze membres à choisir l'abstention, consacre le travail de l'Algérie et des autres membres non permanents, qui ont fait triompher le droit pour mettre fin aux exactions sionistes contre le peuple palestinien martyr.

La diplomatie algérienne, instruite par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a redoublé d'ardeur, depuis son entrée au Conseil de sécurité, afin de rendre justice au peuple frère palestinien, victime d'une agression génocidaire sioniste depuis six mois. Sans jamais baisser la garde, la mission diplomatique algérienne à l'ONU est revenue à la charge, lors des réunions consacrées à la Palestine et, notamment, à la situation à Gaza, pour faire résonner, avec force, la voix du peuple palestinien. Malgré les écueils et les pressions, notre diplomatie n'a pas renoncé à faire valoir le droit, inscrivant en lettres d'or sa doctrine au profit des causes justes. Quoi de plus significatif que le propos de Amar Bendjema : « Nous allons enterrer nos martyrs mais nous reviendrons, au nom des pays arabes et musulmans, encore et encore » pour mettre la communauté internationale face à ses responsabilités dans le génocide en cours et pour « exiger l'arrêt immédiat du bain de sang à Gaza ».

Avec « une volonté de fer et une détermination inépuisable », la diplomatie algérienne a démontré son savoir-faire, avec le soutien agissant des pays membres non permanents et des quatre membres permanents que sont la Russie et la Chine ainsi que la France et le Royaume-Uni. Si les Etats-Unis se sont abstenus, c'est bien plus grâce au travail de conciliation de la diplomatie algérienne qui, deux jours durant, a négocié chaque terme de la résolution, qu'en raison des errements des dirigeants sionistes. Comme en décembre 2016, lorsque Barack Obama, un mois avant son départ de la Maison-Blanche, s'est abstenu, le président Joe Biden semble prêt à lâcher Netanyahu. C'était alors, pour la première fois depuis 1979, que les Etats-Unis n'avaient pas opposé leur veto à une résolution du Conseil de sécurité, concernant la colonisation sioniste. En théorie, Israël risquait des sanctions s'il continuait cette politique mais on sait ce qu'il en est advenu. C'est pourquoi l'Algérie est résolue à parachever les efforts, avec l'adhésion pleine et entière de la Palestine à l'ONU et la contrainte de l'entité sioniste à respecter toutes les décisions de la communauté internationale.

C.B.

CHANEGRIHA, AU COMMANDEMENT DES FORCES DE DÉFENSE AÉRIENNE DU TERRITOIRE

« Nous devons faire face à toute éventualité »

LE GÉNÉRAL d'armée a affirmé que l'état-major de l'ANP est conscient de « l'importance de la mutation radicale de la nature et du théâtre des batailles modernes ».

■ IKRAM GHIOWA

Dans le cadre de ses visites d'inspection aux différentes composantes de l'Armée nationale populaire, « à l'occasion du mois sacré de Ramadhan », le général d'armée Saïd Chanegriha, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, a effectué mardi dernier une visite au siège du commandement des Forces de défense aérienne du territoire, traduisant ainsi l'intérêt qu'accorde le Haut commandement de l'Armée nationale populaire aux conditions professionnelles et opérationnelles de ses personnels. Dans ce contexte et après les protocoles d'accueil, le général d'armée a rencontré les cadres et les personnels du commandement des Forces de défense aérienne du

territoire, lors de laquelle, il ne manquera pas de souligner dans son allocution qu'« au sein de l'Armée nationale populaire, nous sommes pleinement conscients de l'importance de la mutation radicale de la nature et du théâtre des batailles modernes », assurant en homme averti que « l'espace aérien occupe désormais, et sans conteste, les premiers rangs des opérations, et est ainsi devenu un critère opérationnel d'importance majeure et un facteur décisif ». Celui-là même, a-t-il ajouté, est « capable de faire pencher la balance des guerres et pas seulement remporter les batailles ». En effet, soutien le chef d'état major de l'ANP « celui qui contrôle l'espace aérien détient les facteurs et les conditions de la victoire ». À présent, relève-t-il « cet espace est l'environnement dans lequel nous devons

enregistrer nos premières victoires en remportant le pari du développement et l'enjeu de la supériorité aérienne ». Dans sa vision, le général d'armée, tout en soulignant le fait que les personnels des Forces de défense aérienne du territoire doivent veiller en permanence à la préparation et à l'optimisation de la disponibilité opérationnelle, relève encore que « le commandement, les cadres et les personnels des Forces de défense aérienne du territoire, sont appelés à saisir l'ampleur de la responsabilité qui leur appartient, en assurant la préparation opérationnelle des unités, la surveillance rigoureuse de notre espace aérien et l'amélioration de la disponibilité opérationnelle des moyens mis à disposition ». Comme il leur appartient, soutient encore le chef d'état-major « d'accorder à la formation et à la

préparation au combat l'attention et le suivi qu'elles requièrent, afin de garantir une bonne adaptation aux exigences des technologies modernes et préparer une ressource humaine qualifiée et spécialisée, capable de faire face à toutes les éventualités possibles et d'assurer une défense sans faille de notre espace aérien ».

Le chef d'état-major a tenu à écouter les différentes interventions des cadres du commandement de défense aérienne du territoire prenant le soin de leur formuler des instructions et des orientations sur, notamment « la nécessité de poursuivre les efforts de préparation au combat avec toute la rigueur et le sérieux requis ». Ceci est dans l'objectif de maintenir la disponibilité opérationnelle des unités au plus haut niveau.

I.G.

Réunion du
gouvernement

MINE DE GHAR DJEBILET, DESSALEMENT DE L'EAU DE MER ET NUMÉRISATION

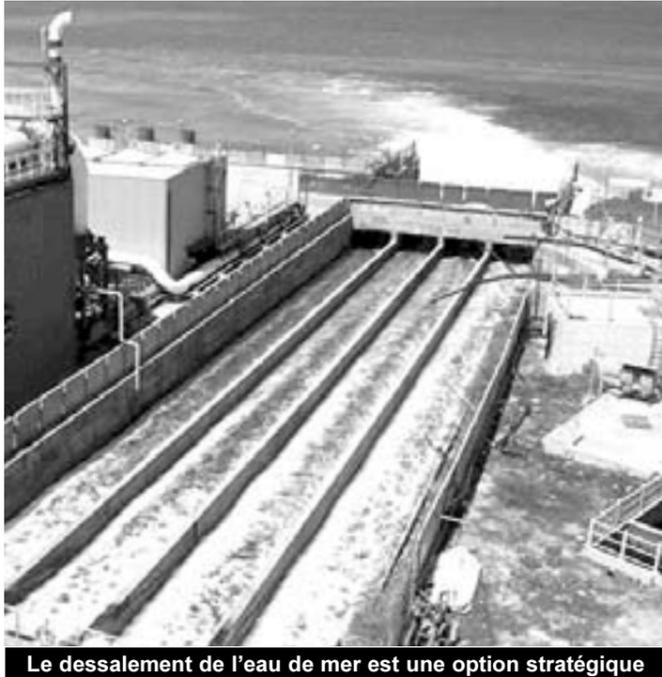
Les trois dossiers phares du quinquennat

■ LA NUMÉRISATION demeure l'axe central du travail de l'Exécutif.



■ Saïd BOUCETTA

Le mégaprojet de Ghar Djebilet a fait l'objet, hier, d'un examen par le gouvernement réuni par le Premier ministre, Nadir Larbaoui. L'Exécutif a, ainsi examiné «des projets de textes exécutifs liés à un certain nombre de projets de développement à caractère stratégique, notamment dans le domaine du développement du réseau ferroviaire, dont le tronçon reliant Béchar - Tindouf - Ghar Djebilet», rapporte un communiqué du Premier ministre. Projet stratégique, s'il en est, la mine de fer de Ghar Djebilet est l'un des leviers sûrs devant faire basculer l'économie nationale dans une nouvelle ère. Avec les deux autres mines de zinc et de phosphate, sises à Béjaïa et Tébessa, l'immense chantier à ciel ouvert, dans la wilaya de Tindouf, est véritablement un gage d'émergence économique pour l'Algérie. Le projet a constitué une priorité absolue de l'État algérien. La pari de l'Exécutif a été réussi,



Le dessalement de l'eau de mer est une option stratégique

au sens où dans un laps de temps très court, compte tenu de l'ampleur du chantier, il a été ficelé en moins de 4 ans. Les deux autres projets miniers cités plus haut ont connu le même processus et l'on évoque un début des travaux dans les prochains mois.

Ce volumineux dossier qui va transformer le visage de

l'Algérie et garantir des recettes en devises à même de concrétiser la volonté de diversification de l'économie nationale, n'est pas la seule priorité du gouvernement. Il en est une autre, vitale pour le pays. Il s'agit de l'alimentation de la population en eau potable, dans un contexte de sécheresse endémique. Le gouvernement a, de

ce fait, planché sur «le programme national de dessalement de l'eau de mer approuvé par le président de la République», note-t-on de même source. Ce programme «vise à améliorer l'approvisionnement en eau potable dans le cadre d'une stratégie globale de valorisation de l'eau», retient le communiqué du Premier ministre. Le dossier est effectivement de première importance. L'objectif du gouvernement est d'arriver à une production annuelle d'eau dessalée de l'ordre de 3,7 millions m³/jour, soit un taux de 42% de couverture des besoins du pays en matière de l'approvisionnement en eau potable.

Ce niveau de production sera atteint après l'entrée en production de 5 stations actuellement en réalisation. La date arrêtée pour leur réception est fixée à la fin de l'année en cours. En rapport avec la sécheresse, puisqu'elle en subit les conséquences, l'agriculture a également figuré au menu de la réunion. À ce propos, «le gouvernement a entendu une présentation sur les résultats de la campagne des labours-semailles 2023/2024», la communication a surtout abordé la question de «la mise en œuvre des mesures approuvées par le président de la République pour encourager

les agriculteurs, et la concrétisation du processus d'accompagnement technique et opérationnel». Il va de soi que ces initiatives versent exclusivement dans l'intérêt des agriculteurs. Le communiqué du gouvernement met en évidence la contribution de «diverses institutions spécialisées». Il note également la production d'un «bilan des préparatifs en cours pour assurer le bon déroulement de la saison des récoltes et du battage».

Quant à l'axe central du travail de l'Exécutif et qui est toujours un chantier incontournable qui retient toute l'attention du président de la République, à savoir la numérisation de toutes les administrations publiques, le gouvernement s'est penché lors de sa réunion d'hier sur «les moyens de coordonner les efforts entre les différents secteurs afin d'accélérer le processus de numérisation», lit-on dans le communiqué.

Les ministres se sont intéressés aux «aspects liés à l'interopérabilité entre les différents systèmes d'information, en coordination avec le Haut commissariat à la numérisation dans le cadre de l'équipe de travail multisectorielle». Cette équipe est chargée d'associer l'ensemble des «services publics dans le portail national des services numériques». **S.B.**

LE CAP DU MILLION DE VÉHICULES ROULANT AU GPL/C FRANCHI

On peut encore mieux faire !

CE CARBURANT a le vent en poupe ces dernières années. Le Cerefe fait des recommandations pour son accélération...

■ WALID AÏT SAÏD

Objectif atteint: plus d'un million de véhicules roulent au GPL en Algérie. C'est ce qu'a annoncé, mardi dernier, le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (Cerefe). «Le parc national roulant au GPL/c comptait 850.000 véhicules au premier semestre 2023 et devrait franchir le seuil d'un million à la fin de l'année 2023», détaille la même source. Il s'agit là d'un grand défi à relever. Mais, il était sensé avoir été atteint au mois de juillet dernier. Le président de l'ARH (de l'Autorité de régulation des hydrocarbures), Rachid Nadil, annonçait au premier semestre de l'année dernière, que le cap du million de véhicules convertis au GPL/c a été atteint. Qui croire donc ? Les chiffres donnés semblent suffire de quelques approximations. Quoiqu'il en soit, la barre du million semble bel et bien avoir été atteinte. D'ailleurs, ce carburant a le vent en poupe ces dernières années. Car, on se rappelle, il y a une décennie, on ne prévoyait l'atteinte de ce but qu'en 2030. 7 ans ont été gagnés sur l'objectif initial. Néanmoins, les circonstances de l'époque ne sont pas les mêmes que celles d'aujourd'hui. Le carburant n'était pas aussi cher et l'Algérie n'était pas aussi développée qu'elle l'est à l'heure actuelle en matière de production de GPL/c. Le Commissariat évoque, dans ce sens, une croissance fulgurante de l'utilisation du GPL/c en Algérie, enregistrée à partir de 2015. «Elle est due à l'augmentation du prix à la pompe de l'essence et du gasoil, opérée à travers

les lois de finances de 2016, 2017, 2018 et 2020», souligne la même source. Elle évoque également la subvention accordée pour la fourniture et l'installation des kits GPL/c. «De ce fait, la demande sur le GPL/c n'a cessé de croître en Algérie depuis 2016, passant de 290 Ktep (kilotonne équivalent pétrole) en 2015 à plus de 1800 Ktep en 2022», est-il ajouté. «Ce qui a permis aussi une baisse significative de la consommation de l'essence, passant de 4,4 millions de tonnes en 2015 à 3,3 millions de tonnes en 2022, soit des économies d'essence d'un peu plus d'un million de tonnes en 2022 par rapport à 2015», est-il expliqué. Les décisions politiques importantes prises ces dernières années semblent donc avoir eu l'effet escompté. Toutefois, ce chiffre est certes immense mais comparé au parc automobile de près de 8 millions de véhicules, c'est presque une goutte d'eau dans un baril de fuel. L'Algérie peut mieux faire. Elle a les moyens pour mieux faire. Cela a commencé par les tarifs pratiqués à la pompe. «Le prix du GPL/c en Algérie est le moins cher au monde, cédé aux utilisateurs à un tarif cinq fois moins cher que celui de l'essence et trois fois moins cher que celui du gasoil», précise un rapport élaboré par le groupe de travail «Mobilité propre» composé de représentants de plusieurs ministères. A cela, il faut ajouter le fait que l'Algérie dispose d'un grand potentiel en matière de production de GPL/c et de GNC. L'Algérie est devenue l'un des leaders mondiaux dans la fabrication de ces combustibles. Ils sont donc pour le pays les carburants de l'avenir. Surtout qu'ils sont propres et permettent de sauvegar-



Un carburant écologique

der notre pétrole, tout en garantissant aux citoyens un carburant à des prix défiant toute concurrence. «C'est la solution la mieux adaptée sur le plan tant économique, sanitaire et environnemental», note le Cerefe. Le Commissariat aux énergies renouvelables reconnaît que la cadence n'est pas au niveau auquel elle devrait l'être. Dans ce contexte, il a formulé une série de recommandations en vue de l'accélérer davantage. Il s'agit en particulier d'améliorer la distribution. On remarque que le nombre de stations-service aux pompes Sirghaz demeurent faible. Ce sont plus les grandes stations étatiques qui proposent ce carburant. Ce qui met les automobilistes dans l'embarras et ne les encourage pas à sauter le pas. Le Cerefe propose ainsi de «doter tous les centres d'emplissage existants de moyens de distribution de GPL/c, de multiplier le nombre de ces centres à l'ensemble du pays, de renforcer la flotte de camions-citernes de transport de GPL/c ainsi que d'augmenter le nombre

de distributeurs GPL/c au niveau des stations de services». Le rapport appelé également à encourager et soutenir la construction de stations-service dédiées exclusivement à la distribution de GPL/c et d'encourager et de soutenir la fabrication locale des kits et des citernes de stockage du GPL/c. Il est aussi question de la mise en place des mesures réglementaires et techniques permettant l'accès de des véhicules équipés de kits GPL/C aux parkings souterrains et couverts. De plus, le Commissariat recommande «l'introduction d'une clause spécifique au niveau des cahiers des charges réglementant les véhicules importés et ceux fabriqués localement, exigeant un quota de modèles équipés de kits GPL/c». Une stratégie claire doit donc être mise en place, sous la supervision de ce Commissariat. Le pays doit se doter d'une boussole, en l'occurrence un modèle énergétique. Le GPL/c doit être une partie intégrante. Il y va de la santé des citoyens et celle des finances du pays... **W.A.S.**

Aïn Barbar retrouve un regain d'activités

UNE VISITE d'inspection des autorités locales dans la région d'Aïn Barbar, relevant de la commune de Seraïdi, dans la wilaya de Annaba, a permis, samedi dernier, de s'enquérir de la situation des habitants de cette zone enclavée. Les résidents qui avaient fui leurs habitations durant la décennie noire se sont réinstallés et ont repris, pour la plupart, leurs occupations habituelles, notamment l'exploitation de parcelles agricoles. À Roumanette, une salle de soins et une antenne de l'Assemblée populaire communale (APC) vont être aménagées et équipées dans les plus brefs délais, pour permettre aux citoyens de bénéficier de soins ou d'obtenir des documents administratifs sans avoir à se rendre au chef-lieu de la commune. Comme a été rouverte l'agence postale, fermée depuis une trentaine d'années afin de répondre aux besoins urgents des résidents. Rappelons que la localité d'Aïn Barbar, dont les maisons sont dispersées sur les flancs du massif de l'Edough, offre de somptueux paysages et des plages très prisées durant la saison estivale. Un abri de pêche a même été aménagé pour permettre aux pêcheurs locaux d'amarrer leurs petites embarcations.



10 groupes de chant au 8^e Festival de l'Inchad à Guelma

LA 8^{ÈME} édition du festival culturel local de l'Inchad, à laquelle participent 10 groupes de chant de sept wilayas de l'est du pays, s'est ouverte, lundi à la Maison de la culture Abdelmadjid-Chafaï de Guelma, pour se poursuivre jusqu'au 29 mars. Placée sous le slogan : « S'unir dans la mélodie et se retrouver autour des valeurs », elle réunit des formations qui représentent les wilayas de Guelma, Constantine, Sétif, Annaba, Jijel, Biskra et Tébessa. Le groupe qui remportera la première place du concours se qualifiera pour les festivals national et international de l'Inchad, saison 2024, tandis que les trois premières formations remporteront le trophée du festival. Le festival culturel local de l'Inchad de Guelma « fait partie des quatre festivals que le ministère de la Culture et des Arts a institutionnalisés, dans le but de promouvoir cet art et de prendre en charge les artistes afin de leur ouvrir les portes leur permettant de développer leur talent », dit-on. La cérémonie d'ouverture de cette manifestation a vu la présence d'un nombre important de familles qui ont profité de la première soirée organisée en « hors compétition », et animée par les groupes Angham El Ziban, de Biskra (lauréat du 1er prix en 2023), et le mounchid Ali Sahraoui, de Boussaâda, lauréat en 2024 du festival de Sharjah (Émirats Arabes Unis).

200 jeunes de la région Est participeront au Concours national de la robotique et de l'IA



200 JEUNES et enfants des wilayas de l'Est ont été sélectionnés pour participer au Concours national de la robotique et de l'Intelligence artificielle (IA) prévu le samedi 20 avril à Constantine au terme des éliminatoires organisés samedi 23 mars, au Technopôle de l'université Salah Boubnider (Constantine-3). Sur un total de 300 candidats, 200 jeunes âgés entre sept et 18 ans, ont été retenus, dont 30 ont des projets innovants et 120 activistes dans le domaine de la robotique, a indiqué

Widad Salhi, responsable du Technopôle « Constantine Hill », qui a précisé que le Concours national sera qualificatif pour le Concours mondial de la programmation, de la robotique et de l'IA de Dubaï (Émirats arabes unis), prévu les 3 et 4 mai. En effet, en collaboration avec la start-up « Al-Jazari Robotics » et sous le haut patronage du wali, le Technopôle a lancé les qualifications régionales de la compétition nationale « Codeavour : AI & Coding Competition For Kids », qui ont vu la participation de 300 jeunes

de différentes wilayas, avec 30 projets innovants. Un des plans qualifiés concerne une boîte médicale intelligente permettant aux personnes âgées de connaître l'horaire de prise de médicaments et la dose prescrite. Un autre projet a trait au bureau intelligent, dont les tiroirs ne s'ouvrent qu'à son propriétaire, grâce à la technologie de la reconnaissance faciale, et un troisième permet une irrigation intelligente basée sur l'identification de l'humidité du sol pour fixer la quantité d'eau nécessaire.

La pénétrente reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest livrée fin juin

LA PÉNÉTRANTE reliant le port d'Oran à l'autoroute Est-Ouest sera livrée fin juin, selon le wali d'Oran. Le directeur régional de l'Algérienne des autoroutes a présenté un rapport indiquant que le taux d'avancement du projet a atteint actuellement 94%. La première phase du projet comprend la construction d'une autoroute reliant le port d'Oran au premier périphérique Sud, au niveau de l'échangeur de Canastel, sur 8 km. Cette section comprend plusieurs grandes infrastructures, dont une structure maritime, un pont, deux tunnels, quatre murs de soutènement et deux échangeurs autoroutiers. Toutes les entraves à l'origine des retards ont été levées. En facilitant l'accès au port et en améliorant la circulation des véhicules, cette infrastructure contribuera à réduire les embouteillages et la pollution générés par le trafic quotidien de 1 800 camions. Attribué au groupe algéro-turc « Makyol », pour un montant de 50 milliards de DA, le projet s'étend sur 26 km. L'infrastructure englobe cinq ouvrages d'art, dont une trémie de 930 mètres, une autre de 1 580 mètres, un viaduc de 680 mètres ainsi qu'un accès à la mer et à l'autoroute Est-Ouest. En renforçant la connectivité entre le port d'Oran et l'autoroute Est-Ouest, cette nouvelle infrastructure favorise le développement du commerce et de la logistique.

Des projets pour alimenter en eau Aïn Defla

DES PROJETS en cours de réalisation vont permettre de mieux alimenter en eau potable des milliers d'habitants, à travers plusieurs communes de la wilaya d'Aïn Defla. Ils vont profiter à une population de plus de 174 000 habitants dans les communes de Bourached, Khemis Miliana, El Attaf, Miliana et Aïn Soltane, pour un investissement de l'ordre de 410 millions DA. L'un des projets vise à raccorder au réseau de distribution d'eau potable plusieurs localités relevant de la commune de Bourached, avec une conduite de 1 700 mètres et des structures de stockage. Le taux d'avancement des travaux est de 77%. Le programme concerne aussi la réalisation de 14 réservoirs et des travaux de raccordement des cités intégrées au réseau d'eau potable des communes d'El Attaf, Khemis Miliana, Miliana et Aïn Soltane. Les travaux sont à hauteur de 93%. Les services des ressources en eau ont, en outre, entrepris six forages et équipé 19 autres pour un montant de plus de 246 millions DA au profit de plusieurs localités et villages des communes d'Aïn Soltane, Aïn Bouyahia, Aïn Defla, Boumedfaâ et El Amra. D'autres opérations d'équipement de deux forages pour alimenter la localité de Chaâiba à Aïn Soltane et le chef-lieu de la commune Birbouche, et la rénovation du réseau de distribution d'eau potable de la commune de Tacheta Zougagha, financées par le Fonds national de l'eau (FNE) pour 157 millions DA, en 2023.

323 millions DA pour la réhabilitation du Barrage vert à Tébessa

LA DIRECTION des services agricoles (DSA) de la wilaya de Tébessa a alloué une enveloppe financière de 323 millions de dinars, au titre de l'exercice 2024, à la réhabilitation du Barrage vert, a indiqué, hier, le responsable local du secteur, Mokhtar Merzoug. L'opération donnera lieu à la mise en œuvre de projets portant, notamment, sur l'ouverture de 86 kilomètres de pistes agricoles, la plantation d'arbres fruitiers et de figuiers de barbarie sur une superficie de 74 hectares, ainsi que l'érection de brise-vents. Ces actions s'ajouteront à celles déjà effectuées et qui s'étaient traduites par la mise en terre d'oliviers, d'amandiers et d'abricotiers sur 40 hectares, au bénéfice de 40 agriculteurs, la plantation de figuiers de barbarie sur une superficie de 34 hectares au profit de 28 agriculteurs activant dans les communes de Bir El Ater, Safsaf El Ouesra et de Tlidjene, en plus de la réalisation de coupes-vents (haies, clôtures ou palissades d'arbustes) sur une distance de 37 km. Le programme de réhabilitation du Barrage vert vise à préserver l'équilibre écologique et l'écosystème, lutter contre la désertification, améliorer les conditions de vie des habitants des zones concernées et à les sédentariser.



Près d'un enfant sur 6 harcelé en ligne, selon l'OMS

Environ 16% des enfants de 11 à 15 ans ont dit avoir été harcelés en ligne en 2022, un chiffre en hausse sur quatre ans, selon une étude publiée hier par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). « Ce rapport est un signal d'alarme qui nous invite tous à lutter contre le harcèlement et la violence, où et quand ils se produisent », a alerté le directeur de l'OMS pour l'Europe, Hans Kluge, cité dans un communiqué. La précédente étude Hbsc ('Health Behaviour in School-aged Children'), basée sur des données de 2018, faisait état de 13% de cyber-harcelés dans cette tranche d'âge. Le harcèlement physique est resté stable: 11% disent avoir été harcelés à l'école l'an dernier, contre 10% des enfants interrogés il y a quatre ans, selon le rapport publié hier. La pandémie a modifié la manière dont les adolescents interagissent, a relevé l'organisme onusien. « Les formes virtuelles de violence entre pairs sont devenues particulièrement prégnantes depuis le début de la pandémie de Covid-19, lorsque les mondes des jeunes sont devenus de plus en plus virtuels pendant le confinement », est-il noté. Selon la nouvelle étude, 15% des garçons et 16% des filles ont dit avoir été harcelés en ligne pendant les derniers mois, au moins une fois.

AÏD EL FITR

ON SE PRÉPARE POUR LA FÊTE

«IL Y EN A pour toutes les bourses, mais pour habiller quatre enfants, cela reste une dépense importante.»

■ ALI AMZAL

À quelques jours de la fin du mois de Ramadhan, l'effervescence autour des achats pour la célébration de l'Aïd El Fitr, se fait déjà fortement ressentir. Les magasins et les boutiques de vêtements et les grandes surfaces, ont eu le temps de se préparer à recevoir une grande demande comme chaque année, avec pour cette année, une diversité autant sur les prix que dans les produits. C'est du moins ce qu'a constaté le citoyen, en quête de la meilleure formule pour offrir aux enfants leur tenue de l'Aïd « il y en a pour toutes les bourses, mais pour habiller quatre enfants, cela reste une dépense importante. Il faut compter au moins 5 000 DA par enfant, auxquels il faut rajouter les chaussures et les petits accessoires. On se retrouve facilement à 8 000 ou 10 000 DA », nous livre cette mère de famille. Sur un autre son de cloche, les commerçants, assurent que cette année, la disponibilité des produits, et le fait de s'approvisionner à l'avance a permis de proposer aux citoyens, des formules variées,



Les parents vont encore devoir déboursier

où les prix s'accompagnent de promotions et de réductions attractives. « Nous proposons des articles à moins de 1 000 DA, avec des choix variés, où le client peut composer sa tenue à sa guise », nous dit ce commerçant. Cela étant, il est clair que sur les quantités de marchandise proposées, la différence de

qualité est plus que palpable, mais pour certains consommateurs, cette dernière fera l'affaire des petits et des grands, ne serait-ce que pour la durée de la fête. Pour d'autres, il faut mettre de l'argent mais surtout du temps pour rester dans les limites du budget prévu, « nous prenons le temps qu'il faut pour

déceler les bonnes affaires et les bons articles. Notre budget est limité, mais cette année, les prix sont plus intéressants, par rapport à la marchandise proposée », nous confie ce fonctionnaire. Alors que pour certains, les achats de l'Aïd ont été faits avant le début du mois sacré, de crainte de voir les prix exploser

à l'approche de la fête. Un réflexe qui découle des effets des flambées qui ont caractérisé les années précédentes, mettant le citoyen face à des saignées consécutives, souvent difficiles à surmonter. Par ailleurs, dans cette grande effervescence, certains citoyens ont opté pour les achats en ligne « il y a un grand choix des articles, avec des prix imbattables même avec livraison, et sans se déplacer. Je préfère donc faire mes achats en ligne, dans la mesure où, au pire je vais retomber sur les prix et les formules proposés en magasin », nous explique cette maman de deux enfants.

Autant dire que les emplettes pour la fête de l'Aïd demeurent une dépense pour laquelle les ménages doivent se préparer, mais il n'en demeure pas moins que le marché est en phase de muer vers une situation qui reflète une forte reprise des activités commerciales, où l'émergence de la concurrence, apportera un certain équilibre dans la disponibilité et dans les prix qui ne manqueront de se répercuter positivement sur le pouvoir d'achat du citoyen. **A.A.**

COOPÉRATION DANS
L'UTILISATION PACIFIQUE
DU NUCLÉAIREUn mémorandum
d'entente
algéro-russe

Le ministère de l'Énergie et des Mines et la société russe d'énergie nucléaire «Rosatom» ont signé, hier à Sochi (Russie), un mémorandum d'entente de coopération dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire, a indiqué, hier, un communiqué du ministère. La signature du mémorandum s'est déroulée en marge de la 13e édition du forum international «AtomExpo», qui s'est tenu au parc Sirius des sciences et des arts à Sochi (Russie), les 25 et 26 mars en cours. Le mémorandum d'entente comprend une feuille de route pour les activités de coopération conjointe pour les années 2024 et 2025, qui englobent l'utilisation des applications nucléaires dans le domaine de la santé, du traitement par rayonnement, des réacteurs de recherche, des produits pharmaceutiques nucléaires, de la formation scientifique et technique, ainsi que le développement de technologies et d'applications nucléaires à des fins pacifiques, selon le communiqué. L'exposition «AtomExpo 2024», intitulée «Énergie propre : construire l'avenir ensemble», a été organisée à travers des séances thématiques et des expositions présentant les principales avancées technologiques réalisées par les sociétés nucléaires russes et internationales. Cette édition a également inclus un vaste programme d'échanges de vues, sous forme de tables rondes et de débats, avec la participation de dirigeants de l'industrie nucléaire, de directeurs d'entreprises internationales et d'experts mondiaux.

ANNABA

La laiterie Edough à plein régime

SA PRODUCTION est passée de 190 000 litres par jour à 385 000 litres de lait pasteurisé, soit une augmentation de 100%.

■ WAHIDA BAHRI

La visite du wali à cette unité de production de lait subventionné par l'État, fait partie de l'encadrement du marché local durant le mois sacré de Ramadhan et même après. Car la pérennité de la disponibilité de ce produit de base et de large consommation est tributaire du taux de production au niveau de la laiterie de l'Edough, qui, convient-il de le souligner, tourne à plein régime atteignant ainsi sa capacité totale de production estimée à 400 000 litres par jour, en plus de la production de lait de vache. En réalité, la production de lait pasteurisé a doublé depuis le début du mois de mars en cours. Elle est passée de 190 000 litres par jour à 385 000 litres de lait pasteurisé, soit une augmentation à 100%.

Cette hausse de la production s'est visiblement traduite sur le marché local où, la forte disponibilité et la distribution régulière a eu effet sur la pénurie et par conséquent, l'élimination des interminables chaînes d'attente devant les espaces de vente. C'est dans cette optique que le premier responsable de la wilaya d'Annaba multiplie les inspections dans tous les secteurs susceptibles d'assurer la disponibilité des produits alimentaires de base pendant le mois de Ramadhan et après. Tel le cas de la laiterie Edough où, le wali bien que satisfait de l'adhésion de cette unité dans le processus de disponibilité de ce produit de première nécessité, a, toutefois insisté sur la continuité des efforts qui ne devraient en aucun cas être occasionnels. Cela dénote que cette visite d'inspection traduit les efforts des autorités qui œuvrent à assurer la disponibilité des produits alimen-



Des produits disponibles en quantité

taires de base et de large consommation et la sécurité alimentaire en parallèle. Ainsi, à travers la vérification de l'application des directives et instructions du président Tebboune quant à la disponibilité des produits de première nécessité, le wali d'Annaba insiste et persiste pour que l'abondance des produits sur le marché local, entre autres le lait, ne doit en aucun cas manquer ni durant le mois sacré ni après. Et ce sont là, les non-dits de cette règle valable pour tous les produits de consommation. D'ailleurs, cela explique les visites d'inspection effectuées par le chef de l'exécutif dans plusieurs secteurs de production et de transformation de l'agroalimentaire entre autres. Si ces visites visaient la préparation du mois sacré, elles avaient au-delà, pour objectif de s'enquérir des problèmes susceptibles d'entraver le développement

en général. Notamment le secteur de l'agriculture, première locomotive du train de la sécurité alimentaire du pays. C'est pour dire que l'accompagnement au niveau local, régional et national, a permis le développement de toutes activités à caractère agricole. En somme, la cadence accélérée des pouvoirs publics, notamment la prise de plusieurs mesures et actions lancées en vue de développer toutes les filières stratégiques, a permis la réalisation d'une croissance à deux chiffres en valeur et de couverture du marché. En somme, la concrétisation d'un nombre de mesures avec un impact tangible à plusieurs niveaux, ayant touché essentiellement le développement des secteurs clés, dont l'agriculture, se fait progressivement sentir, pour peu que les bonnes volontés tiennent bon. **W.B.**

89,71 TONNES DE PRODUITS ALIMENTAIRES IMPROPRES SAISIES DURANT LE RAMADHAN

L'ampleur d'un désastre

DES IMAGES choquantes ont été partagées sur les réseaux sociaux montrant tout sauf des produits propres à la consommation. Un vrai danger pour la santé publique...

■ WALID AÏT SAÏD

Qu'est-ce qui se cache derrière ce que l'on mange ? Des fois, il vaudrait mieux ne rien savoir tellement la catastrophe est grande. On a eu un avant-goût durant ce mois sacré. Sur les réseaux sociaux, les services de la répression des fraudes partagent avec nous presque chaque jour leurs découvertes. On passe de la zlabia cuite dans des fûts d'huile pour moteurs au kalbalouz préparé par terre dans des hangars où l'on ne pourrait même pas faire de la mécanique en passant par la "cherbet" préparée dans le même bidon qui sert pour les sanitaires ou faire le parterre. Cela sans parler des gâteaux badigeonnés sur des pinceaux de chantier où les pâtes de pain ou brioches préparés avec des mélangeurs pour...ciment. La saleté des lieux et du matériel est un truc que l'on n'évoque même plus tellement on s'est habitué à la chose. On est devant tout sauf une cuisine pour préparer des produits propres à la consommation ! C'est un vrai désastre hygiénique qui menace fortement la santé des citoyens. Le pire c'est que les choses prennent de plus en plus d'ampleur. Les commerçants fabricants ne respectent plus aucune norme. Ils ont beau bien décorer leurs boutiques, ce qui se cache derrière est « criminel ». On a ainsi pu voir des boulangeries ou restaurants, bien décorés, très moder-



L'hygiène n'est souvent pas au rendez-vous

nes mais en cuisine c'est un autre décor. Beaucoup de commerçants sont devenus avides de gain facile et rapide, au détriment du minimum pour leurs clients. Durant le mois de Ramadhan, censé être celui de la piété, ils redoublent d'intensité dans leurs magouilles. Ils profitent de la fièvre acheteuse des citoyens pour leur fourguer tout et n'importe quoi. Les services du ministère du Commerce viennent de donner des chiffres qui donnent froid dans le dos. « Rien que durant les dix premiers jours du Ramadhan, 89,71 tonnes de produits alimentaires non conformes ou impropres à la consommation d'une valeur de 46,5 millions DA ont été saisies », indique le département

de Tayeb Zitouni. Comme on pouvait s'y attendre, c'est le manque d'hygiène qui arrive en tête de ces infractions. « Les infractions relevées portent sur l'absence d'hygiène et de salubrité (60%), l'absence d'autocontrôle (11%), la vente de produits impropres à la consommation (10%) », révèle la même source. « Il est aussi question de défaut d'étiquetage (4%), le non-respect de l'obligation de sécurité des denrées alimentaires (4%), le non-respect de l'obligation de sécurité des produits (3%), l'obstruction aux agents de contrôle (2%) et d'autres infractions (6%) », ajoute-t-elle. Au total, les services de la répression des fraudes ont fait 30.770 interventions. « Celle ayant donné lieu à la constata-

tion de 4.913 infractions, à l'établissement de 4.546 procès-verbaux de poursuite judiciaire et à la proposition de fermeture de 121 locaux commerciaux », précise la même source. C'est-à-dire que près de 15% des commerces contrôlés n'étaient pas en règle en matière d'hygiène ou de conformité de leurs produits. C'est énorme ! Et encore, il ne s'agit là que de la face visible de l'iceberg. Les agents ne peuvent pas être partout. Ce qui fait que beaucoup de commerçants aux mêmes pratiques dangereuses sont passés sous les mailles du filet. Ils continuent d'empoisonner les clients avec leurs « recettes magiques » saupoudrés de germes. A cela, il faut ajouter les produits à l'origine inconnus proposés à

même la rue. Ou encore, la nouvelle mode de « suppléant » chimique de certains produits tels que les préparations fromagères, les œufs en poudre ou encore le beurre en arôme. Elles ont du produit qu'elles sont censées être que le nom, parfois un goût approximatif. Les nutritionnistes et les médecins ne cessent de mettre en garde contre ces produits peu coûteux, mais chers pour la santé. Certains de ces spécialistes révèlent que, par exemple, dans certaines préparations fromagères il n'y a pas une goutte de lait ou de fromage. On vous laisse imaginer les mélanges explosifs qu'ils vous ont concoctés pour vous fournir les grands bidons de fromage à bas-coût. Le problème c'est que même les restaurateurs ou pâtisseries utilisent ce type de produits riches en conservateurs et autres produits classés cancérigènes. Les citoyens doivent faire attention. Il est temps qu'ils développent une véritable culture de la consommation. Il est inconcevable qu'en 2024 on continue d'acheter de la mayonnaise dehors dans les marchés exposés au soleil, du pain vendu sur les trottoirs ou des grillades de viandes chez des vulcanisateurs ou garages de mécanique qu'ils transforment le soir en « resto » en plein air. On doit absolument savoir ce que l'on a dans nos assiettes et être exigeant avec ces choses que l'on paye rubis sur l'ongle. Il y va de notre santé et celle de nos enfants...

W.A.S

TIZI OUZOU

RAHMA DANS LES MARCHÉS

LES ŒUFS ont également connu une baisse sensible même si elle n'a pas atteint le seuil espéré par les citoyens.

■ KAMEL BOUDJADI

Deux semaines du mois de Ramadhan sont passées et les craintes des citoyens de voir surgir des pénuries ou des hausses inattendues des prix se dissipent. Durant cette première moitié du mois sacré, on n'a observé aucune perturbation en matière des tarifs appliqués à travers les commerces. Il faut dire que les dispositions prises avant ce rendez-vous donnent des résultats en ce qui concerne, notamment les produits de large consommation. Les produits à forte demande en ce mois de Ramadhan comme la viande dans ses diverses variantes a grandement baissé par rapport à la période d'avant-Ramadhan outre les œufs qui ont également connu une baisse sensible même si elle n'a pas atteint le seuil espéré par les citoyens. Il est évident que l'élément clé dans cette stratégie visant à stabiliser les prix est incontestablement la disponibilité des viandes importées et l'ouverture des marchés Rahma à travers plusieurs points en ce qui a trait aux produits agricoles et autres produits de large consommation. Ainsi, hier, il a été constaté que les prix de la viande rouge importée varient entre 1 200 dinars et 1 300 dinars. Le consommateur avait une large gamme de choix entre la viande

sans os dont le prix oscillait entre 1 180 dinars et 1 250 dinars. La poule quant à lui n'a pas eu le temps de faire usage de ses ailes pour s'envoler davantage. Le prix varie en fait entre 380 dinars et 400 dinars à travers tous les points de vente mis en place depuis le début du mois de Ramadhan. Pareil pour les œufs qui ont connu une baisse sensible, même si cette dernière n'a pas atteint le seuil souhaité par les ménages. Un plateau était cédé, hier, à 450 dinars alors qu'il coûtait 550 dinars à la veille du mois sacré. En fait, il y a lieu de noter que les points de vente de la viande relevant du public étaient répartis sur plusieurs endroits à savoir Taboukert, Tizi Rached, Draâ Ben Khedda. Ce qui a permis de rapprocher le citoyen des points de vente, outre la capacité de ces derniers à répondre à la demande jusqu'à la fin du mois de Ramadhan. Pour leur part, les marchés Rahma ont largement contribué à la stabilisation des prix en faisant office de contrepoids à toute velléité de créer une quelconque pénurie visant à porter les prix à la hausse. Dans ces marchés Rahma, les produits agricoles étaient cédés à des prix similaires à ceux en vigueur avant ce rendez-vous de « piété ». Pareil pour les produits agricoles qui restent à la portée des bourses. Cependant, il y a lieu de noter que cet élan à augmenter les prix est apparu là



Les consommateurs n'ont pas été « déplumés »

où la surveillance n'a pas été mise en place. C'est le cas de la vente de zlabia ainsi que d'autres sucreries où les vendeurs ont appliqué une hausse injustifiée. Nous leur avons d'ailleurs demandé de nous donner des explications mais en vain. La zlabia a connu une hausse de plus de 30% par rapport à l'an dernier. Elle est cédée à 400 dinars le kilogramme tandis qu'elle n'a pas dépassé les 250 dinars l'année précédente. Cette hausse ne trouve pas d'explication d'autant plus que le sucre et l'huile, produits fortement utilisés dans sa fabrication, n'ont connu aucune hausse depuis plusieurs années. Enfin, il y a lieu de signa-

ler que la demande sur ces produits a, pour plusieurs raisons, connu une courbe descendante ces dernières années. Ce qui explique, probablement, cette hausse de son prix. En effet, conscients des méfaits de ses principaux composants, sucre et huile, sur la santé, les citoyens en consommation de moins en moins. Pareil pour le kalbelouz qui est cédé à 60 dinars la tranche. Cette sucrerie a également connu une baisse de la demande pour les mêmes raisons bien que la dégustation de ces friandises à l'Adhan demeure encore le réflexe préféré de nombreux Algériens.

K.B.

FONCIER INDUSTRIEL

Numérisation, transparence et nouvelle architecture

■ CES NOUVELLES lois ont induit une nouvelle organisation et un management plus exhaustif et inclusif au plan local.

■ MOHAMED OUANEZAR

C'est demain, jeudi, que sera mise en service la plate-forme numérique de l'investisseur, consacrée à la réception des demandes d'octroi du foncier économique. Une étape nouvelle et importante dans le processus de régulation et de management du foncier industriel et économique.

Une bonne nouvelle pour les porteurs de projets et les investisseurs qui voient, ainsi, le bout du tunnel après une longue période d'attente. Ainsi, comme l'avait annoncé lundi passé, le directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (Aapi), Omar Rekkache, la mise en service de la plate-forme profitera à la réception des demandes d'octroi du foncier et le traitement des dossiers également.

Le patron de l'Aapi a expliqué, auparavant, que son agence « n'attendra pas la création des agences chargées de l'aménagement du foncier économique dans divers secteurs (industrie, tourisme, habitat), pour lancer les dépôts des demandes, qui concernera l'ensemble du territoire national ».

Cette mise en service intervient, consécutivement, à la promulgation, fin décembre 2023, des textes d'application



Une bonne nouvelle pour les porteurs de projets et les investisseurs

portant conditions et modalités d'octroi du foncier économique, relevant du domaine privé de l'État destinés à la réalisation de projets d'investissement. Il s'agit du décret fixant la consistance du foncier économique comprenant les terrains relevant du domaine privé de l'État disponibles, « situés à l'intérieur des zones d'expansion et sites touristiques, périmètre des villes nouvelles, des zones industrielles, zones d'activités, parcs technologiques, les autres terrains aménagés, ainsi que les

actifs résiduels des entreprises publiques dissoutes et les actifs excédentaires relevant des entreprises publiques économiques ». Du coup, une nouvelle architecture organique a pris acte au sein du secteur de l'investissement et, plus particulièrement, dans le domaine du foncier économique.

L'entrée en vigueur de la loi et des textes d'application y afférents, a induit également une nouvelle organisation et un management plus exhaustif et inclusif, qui a vu l'implication

des domaines publics, des conservations foncières, ainsi que les collectivités locales, notamment les communes.

De ce fait, l'Aapi est astreinte à la mise en place d'une banque de données à constituer, pour chaque wilaya, « à partir d'un inventaire, transmis par les services des domaines et des informations communiquées par les collectivités locales et les établissements et organismes publics chargés du foncier économique ». Mais pas seule-

ment. La numérisation du management de ce dossier sensible et déterminant pour l'essor de l'économie nationale, devra apporter davantage de transparence et de clairvoyance dans l'octroi des parcelles économiques et une plus grande efficacité dans sa répartition.

Une nouvelle phase dans la gestion de ce dossier vital pour le développement de l'économie nationale, qui devra balayer les écumes qui se dressaient sur le chemin des investisseurs.

Ainsi, en vertu de ces nouvelles lois, « toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, résidente ou non résidente, au sens de la loi relative à l'investissement, porteuse d'un projet d'investissement, peut postuler au bénéfice d'une concession de gré à gré convertible en cession d'un bien immobilier relevant du domaine privé de l'État ». Suivant la décision d'octroi de la concession d'une parcelle, l'investisseur bénéficiaire est tenu de parachever le processus en se présentant physiquement au guichet unique, afin de « souscrire au cahier des charges, fixant les clauses et les conditions d'octroi de la concession de gré à gré convertible en cession, conformément au modèle joint à l'annexe du texte ».

M.O.

PROGRAMMES POUR 4 WILAYAS

Développement sur ordonnance

L'ÉTAT intervient avec d'importantes dotations pour créer des conditions de relance économique.

■ SALIM BENALIA

Parachever les programmes de développement local et mettre fin aux disparités régionales est la priorité de l'heure. À ce titre, l'engagement du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, ne souffre d'aucune équivoque.

En effet, et lors du dernier Conseil des ministres le chef de l'État a instruit son staff gouvernemental d'accélérer la réalisation des projets structurants inscrits pour nos régions, notamment celles qui sont classées prioritaires. Khenchela, Tissemsilt, Djelfa et Tindouf, sont à ce titre toutes désignées. Concernant le suivi de la mise en œuvre des programmes complémentaires de développement dans ces wilayas, le président de la République a d'ailleurs mis l'accent sur la « nécessité de renforcer la cohésion nationale qui demeure au centre des priorités, à travers une stratégie reposant sur l'équilibre régional en matière de développement en vue de remédier aux insuffisances enregistrées par le passé dans certaines régions par rapport à d'autres », indique le dernier communiqué du gouvernement, lequel souligne donc toute l'importance qu'accorde le président de la République au parachèvement des programmes de développement dans ces territoires, qui en ont été sevrés, des décennies durant.

L'État qui œuvre à mettre fin aux disparités régionales, intervient avec d'importantes dotations pour créer des

conditions de relance économique, dans ces wilayas cibles. Chemin de fer, structures et équipements de santé, construction de logements, projets hydrauliques... sont autant d'exemples qui rendent compte que ces « programmes de développement visent la mise à niveau des infrastructures dans le but de dynamiser l'économie locale », tel qu'indiqué par le directeur des collectivités locales au ministère de l'Intérieur, Youcef Roumane.

Intervenant sur les ondes de la Radio nationale Alger chaîne 3, il explique que l'approche voulue par le président de la République se traduit par l'octroi de programmes complémentaires, précisant que « les quatre wilayas ont bénéficié jusqu'à présent d'un montant total de 420 milliards de dinars ». Renvoyant au bilan d'étape présenté en Conseil des ministres, le 24 mars dernier, par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Roumane indique que « ces programmes avancent globalement, bien que certains secteurs nécessitent des ajustements budgétaires », citant l'exemple du nombre de logements ruraux alloués à Tissemsilt et qui passe de 3 000 unités prévues initialement à 15 000 unités.

Le même responsable d'expliquer : « Le programme de Tissemsilt est en cours d'exécution, alors que celui de Khenchela est en voie d'achèvement, tandis que ceux de Tindouf et de Djelfa sont en attente de notification. » Il rappelle au passage que Djelfa a une enveloppe financière conséquente avec à la



Le chemin de fer figure en bonne place

clé 248 projets inscrits et qui touchent à une vingtaine de secteurs. En réponse à une question sur l'implication des citoyens dans le développement local, il affirme que « la société civile a été associée à l'élaboration de ces programmes » et que « les habitants des zones d'ombre ont été associés dans la détermination des priorités conformément aux directives du président de la République ». Quant à la nature des projets retenus, Roumane cite, à titre illustratif, le pro-

gramme affecté à Khenchela et qui inclut des travaux dans les secteurs de l'hydraulique, des travaux publics ainsi qu'une ligne ferroviaire de 50 kilomètres représentant 50% du budget total du programme. Il insiste enfin sur « l'impact socio-économique important » de ces projets, notamment la voie ferrée qui « dynamisera l'économie locale à Khenchela et les projets structurants à Tindouf ».

S.B.

MONOXYDE DE CARBONE

15 VICTIMES EN 48 HEURES

LE TUEUR silencieux a encore frappé. Il a failli provoquer huit nouvelles victimes à Tiaret et à Jijel.

■ MOHAMED AMROUNI

Les citoyens sont, encore une fois, appelés à respecter les consignes de sécurité lors de l'utilisation des chauffages. L'alarme est tirée notamment après que la baisse du mercure a été accompagnée d'une recrudescence, ces derniers jours, des cas d'asphyxie au monoxyde de carbone (CO). La persistance du mauvais temps et l'inconscience des citoyens lors de l'utilisation des moyens de se protéger du froid sont les points communs de toutes les victimes de ce gaz mortel. Ce sont les ingrédients qui sont réunis à chaque tragédie. L'intervention rapide des services de secours a permis la sortie de 14 victimes des griffes de ce gaz mortel. Ce serial killer, le tueur silencieux comme on préfère l'appeler car ce gaz est incolore et inodore a emporté des gens au premier jour du retour du froid. Les efforts des éléments de la Protection civile de la wilaya de M'sila, intervenus pour une femme âgée de 61 ans n'ont pas hélas été payés de retour. La victime était déjà morte après avoir inhalé le gaz mortel émanant d'un chauffage, au domicile familial. Le drame s'est produit au lieu-dit cité des 260 Logements, commune et daïra de Sidi Aïssa, a précisé la Dgpc. Les mêmes secouristes relevant de la P.C. sont interve-



Des victimes de plus en plus nombreuses

nus dans la nuit de dimanche à lundi dernier pour prodiguer des soins de première urgence à six personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant des appareils de chauffage et chauffe-eau à l'intérieur de leurs domiciles. Trois victimes ont été déplorées à la wilaya de Blida, deux à Tlemcen et une sixième personne à Tissemsilt. Toutes les victimes s'en sont

sorties indemnes. Elles ont été prises en charge sur les lieux puis évacuées dans un état stable aux établissements de santé. La fin a été heureuse pour huit autres victimes incommodées 24 heures plus tard par le CO. Quatre victimes ont failli être emportées par le monoxyde de carbone à Tiaret, selon un bilan rendu public par la Dgpc. Quatre autres indivi-

us, membres d'une même famille ont été sauvés in extremis, par les secouristes, à la wilaya de Jijel. Il s'agit de la maman et de ses trois enfants, souligne le document de la Dgpc. Si ces derniers l'ont échappé belle, des familles entières sont décimées suite à l'aspiration de ce gaz létal. Elles sont de nombreuses à avoir été frappées en plein sommeil par

le monoxyde de carbone. Les sauveteurs sont appelés à intervenir, le plus souvent, très tôt le matin, mais hélas lorsqu'il est déjà trop tard! Le tueur silencieux a fait des ravages parmi les Algériens en 2023. 156 décès et 30 025 autres personnes secourues ont été enregistrés au cours de l'année dernière. Un bilan lourd par rapport à celui enregistré en 2022, où la Dgpc a fait état de 111 personnes décédées et 2 212 sauvées. Cela se passe au moment où les efforts engagés par les acteurs concernés par la lutte contre les asphyxies à cause du CO. Ce gaz continue de tuer, en effet, en dépit des innombrables campagnes de sensibilisation lancées à ce jour, et des actions où les acteurs concernés « pressent le pas » afin de juguler ce phénomène. À titre d'exemple la Sonelgaz poursuit sa course contre la montre afin d'équiper les foyers de détecteurs de monoxyde. Le ministère du Commerce est également en pleine action et a franchi un pas de géant en termes de retrait des stocks d'appareils de chauffage à gaz non conformes aux normes de sécurité. L'aération et la vérification des appareils de chauffage par un technicien compétent avant leurs remise en marche sont quelques-unes des consignes pour se prémunir contre les risques du monoxyde de carbone.

À bon entendre...

M.A.

CENTRE DE TÉLÉSURVEILLANCE À BÉJAÏA

Un autre projet retardé

PRÉVU pour être opérationnel en novembre 2023, le centre de télésurveillance de Béjaïa a atteint un taux de 95% de réalisation.

■ AREZKI SLIMANI

C'est ce que nous a appris un communiqué de la cellule de communication de la wilaya de Béjaïa, se rapportant à une réunion tenue spécialement sur ce projet. Cette même cellule de communication, qui avait annoncé l'entrée en service de ce centre à la fin du mois de novembre de l'an dernier, n'a pas donné davantage d'explications, notamment sur le retard accusé pour l'achèvement de l'installation des caméras et la mise en service de cet outil de surveillance, dont l'efficacité n'est plus à démontrer de par le monde.

Le projet, dont la mise en service était prévue pour la fin du mois de novembre 2023, ciblera les endroits publics à haute intensité de fréquentation de la ville de Béjaïa, dont les places publiques, qui seront dotées de caméras de vidéosurveillance, à la lumière d'une étude technique effectuée à l'effet d'assurer la sécurité des citoyens, a-t-on souligné. Le fonctionnement de ces équipements sera graduel. Cela devra toucher ultérieurement d'autres lieux publics. La concrétisation du projet a impliqué, ainsi, plusieurs entreprises, dont la Société algérienne de distribution de l'électricité et du gaz, Algérie télécom et l'entreprise de réalisation des systèmes de vidéosurveillance. Sur le terrain, les pylônes porteurs de caméra sont visibles à certains carrefours. Il en est de même pour la pose d'un linéaire de plusieurs km de fibre optique au niveau de la com-

mune de Béjaïa, principalement. Son extension vers d'autres communes et cités urbaines ainsi que les axes routiers est prévue et reste le souhait de beaucoup de citoyens, qui estiment que si le centre de surveillance était opérationnel beaucoup de méfaits et autres accidents auraient été évités. L'exploitation de cet outil dans la lutte contre la criminalité, les accidents de la circulation, permettant aux services de sécurité d'obtenir de meilleurs résultats dans le domaine de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes est vivement souhaitée.

Le projet sera-t-il livré avant le début de la saison estivale? Le communiqué de la wilaya n'indique rien dans ce sens. Il ne reste en effet qu'un taux de 5% pour son achèvement. C'est peu, certes, mais lorsqu'on sait le retard que prend la moindre décision à Béjaïa, le risque reste omniprésent. Après avoir écouté une présentation détaillée sur l'avancement du projet, le chef de l'exécutif a souligné « la nécessité de renforcer les chantiers avec des moyens matériels et humains pour accélérer la cadence d'installation des équipements et la livraison du projet dans les plus brefs délais, afin de consentir une régulation de circulation et permettre aux citoyens de vaquer à leurs occupations en toute sécurité », a indiqué la wilaya dans un communiqué. L'importance du projet en question, qui complète le système national de vidéosurveillance, considéré comme un moyen technique de sensibilisation et d'anticipation visant à contribuer à la prévention des actes criminels, à la pro-



Pourquoi tant de retard ?

tection des personnes et des biens, et à la préservation de l'ordre public, ainsi qu'au contrôle de la circulation sur les routes, surveiller les violations du Code de la route, sécuriser les bâtiments et les sites sensibles et gérer les situations de crise, de catastrophes naturelles ou autres est encore une fois souligné.

Ce système, qui ne remplace pas le dispositif humain, arrive pour l'assister et le soutenir et améliorer leur niveau et la qualité du travail, en fournissant, en temps réel, des renseignements et des informations. Les caméras installées sur la voie publique peuvent prévenir des atteintes à la sécurité des personnes et

des biens en des lieux particulièrement exposés à des risques d'agressions, de vol ou de trafic de stupéfiants, des actes de terrorisme, dans les conditions prévues par la loi. Ces dispositifs peuvent également permettre de constater des infractions aux règles de la circulation, réguler les flux de transport, protéger des bâtiments et installations publics et leurs abords, ou encore assurer la sécurité des installations utiles et stratégiques, faciliter les secours aux personnes en détresse et lutter contre les incendies et assurer la sécurité des lieux accueillant le public.

A.S.

FIFA SERIES :
ALGÉRIE 3 - AFRIQUE DU SUD 3

Sports
MOUMEN AIT KACI ALI

LA DÉFENSE, LE GRAND CHANTIER DE PETKOVIC

● L'arrière garde de l'EN a encaissé 5 buts en 2 matchs

La sélection nationale version Vladimir Petkovic, a enchaîné mardi, par un résultat nul concédé au stade Nelson Mandela, face à une belle équipe sud-africaine qui a mené la vie dure aux camarades d'Aïssa Mandi. Très entreprenante en attaque, l'Afrique du Sud, troisième de la dernière CAN 2024 jouée en Côte d'Ivoire, a mis à nu les lacunes défensives de plus en plus inquiétantes des Verts. Pour ce deuxième match dans ce tournoi FIFA Series, organisé à Annaba et Alger, les coéquipiers du capitaine Yacine Brahimi se sont contentés d'un résultat nul sur le score de trois buts partout. Si l'attaque algérienne a montré une meilleure efficacité en parvenant à secouer les filets adverses à trois reprises, la défense, reste le maillon faible de l'Équipe nationale. En effet, en dépit des changements opérés par le sélectionneur national dans son Onze rentrant, l'équipe d'Algérie, a encore une fois affiché des insuffisances criantes derrière. L'arrière garde de l'EN qui a encaissé 5 buts en deux matchs (2 contre la Bolivie et 3 contre l'Afrique du Sud), sera le grand chantier de Petkovic.

Un état de fait que le sélectionneur national partage et promet de régler avant les rencontres du mois de juin, comptant pour les éliminatoires de la CM2026. « Durant ce stage, nous avons commis des erreurs que nous ne pourrions pas commettre en juin. Nous avons encaissé certes cinq buts en deux matchs, mais la plupart l'ont été sur des erreurs défensives et des erreurs de concentration. Il faut être conscient de cela et corriger nos

lacunes », a déclaré Petkovic en conférence de presse.

Même si l'incorporation de Ramiz Zerrouki a ramené un peu plus d'équilibre en défense, il demeure que les erreurs commises dans ce match d'avant-hier, ne rassurent personne. D'où l'importance de remédier à ce

Si l'attaque algérienne a montré une meilleure efficacité en parvenant à secouer les filets adverses à trois reprises, la défense reste le maillon faible de l'Équipe nationale.



cune des offensives sud-africaines. C'est vrai qu'il est facile de désigner des bous émissaires, en incriminant Aïssa Mandi ou Aït Nouri comme étant les principaux fautifs des buts encaissés, mais la vérité que tout le monde a pu saisir est qu'il s'agit là d'un problème d'animation défensive. Le bloc équipe n'a pas bien fonctionné en première mi-temps. La reconversion défensive ne se faisait pas de manière juste et rapide, ce qui a donné plus d'espaces pour l'adversaire qui a donc pu profiter des moments de flottement enregistrés par la sélection nationale pour se montrer dangereux et marquer à trois reprises. « Je savais dès le début qu'on avait un potentiel offensif très intéressant. Le travail que nous avons cherché à faire c'est de donner de l'équilibre à l'équipe. Sur l'aspect défensif, il faudra encore travailler, tout le monde doit être concerné », confiera Petkovic à ce sujet.

Bien entendu, le driver des Verts n'a pas été insensible à cette belle forme affichée par ses joueurs sur le plan offensif. Les 5 buts marqués en deux matchs viennent relancer l'équipe algérienne qui a peiné à concrétiser ses offensives lors de la dernière CAN, malgré les multiples opportunités créées.

Le plus important pour nous, c'est notre façon de jouer sur le terrain. L'équipe a montré qu'elle est prête à faire de belles choses. On doit opérer une analyse sur ce stage qui est bénéfique pour moi. On va dresser le bilan et bien évidemment chercher à voir d'autres joueurs à l'avenir pour solidifier notre équipe », a affirmé le coach Petkovic qui reconnaît tout de même qu'un travail reste à faire. M.A.K.A.

problème récurrent avant les prochaines échéances qui arrivent.

L'autre point faible de cette équipe algérienne, relevé lors de la dernière rencontre amicale, est cette mauvaise gestion des temps faibles des Verts. À vrai dire, la défense algérienne, était pratiquement en danger à cha-

« La gestion des temps faibles, l'autre lacune »

« L'attaque, l'unique satisfaction »

AUTEUR D'UN DOUBLÉ ET D'UNE PASSE DÉCISIVE

Benzia illumine le stade Mandela

Auteur d'un doublé et d'une passe décisive, Benzia a été l'homme du match et le principal artisan de ce résultat nul obtenu face à l'Afrique du Sud.

■ MOUMEN AIT KACI ALI

Remplaçant lors de la première rencontre jouée face à la Bolivie, Yassine Benzia avait pour rappel, réussi à signer son retour en sélection par un but important qui a eu l'effet de relancer les Verts pour aller chercher une victoire en toute fin de rencontre. Ce mardi, c'est encore lui, qui a montré la voie à ses camarades face à l'Afrique du Sud. Buteur en première mi-temps, Benzia a été l'artisan de ce résultat nul arraché difficilement contre le troisième de la dernière CAN2024. L'ancien joueur de Lille a eu le mérite de remettre l'équipe algérienne sur les rails en offrant un ballon, qu'il est allé subtiliser au gardien sud-africain, à son camarade Brahimi qui signe l'égalisation des Verts. En verve et soutenu par un large public du stade Nelson Mandela, Benzia revient pour marquer un but sensationnel.

Son entente avec Brahimi plaît à Petkovic

Bien embusqué dans la surface adverse, l'Algérien lève le ballon pour faire un ciseau acrobatique qui trompe le portier Williams, impuissant face à cette belle prouesse de l'ancien Lyonnais. Auteur d'un doublé et

d'une passe décisive, Benzia a été l'homme du match et le principal artisan de ce résultat nul obtenu face à l'Afrique du Sud. Il s'installe déjà comme l'un des atouts majeurs de Petkovic, en prévision des prochains stages de l'EN. « HamdouAllah, grâce à Dieu j'ai pu marquer ce soir. Le plus important est qu'on a pu revenir dans le match, nous sommes en train d'apprendre avec le nouveau coach, c'était un bon test face à une belle équipe sud-africaine qui a fait une belle CAN. J'espère qu'on va monter en puissance lors des prochains matchs. Je tiens à remercier nos supporters pour leur soutien, ma famille, et tous ceux qui nous ont poussé ce soir. On va encore travailler pour rendre fier et heureux le peuple algérien », a déclaré Benzia en fin de rencontre.

Pour l'entraîneur Vladimir Petkovic, ce but magnifique marqué par son attaquant restera gravé dans les mémoires. « Pour ce qui est de Benzia, il a réalisé un match fantastique et il a été récompensé par ce magnifique but, il se rappellera sûrement pendant longtemps de ce geste acrobatique de qualité réussi. Il a beaucoup



alterné avec Brahimi sur le terrain et je ne m'attendais pas à ce niveau des deux joueurs », confiera Petkovic en fin de rencontre, très satisfait de cette excellente connexion entre Benzia et Brahimi.

L'absence de Belloumi et Guitane un choix

Convoqué pour la première fois en sélection, Rafik Guitane, qui traînait une blessure, a été finalement récupéré avant ce match de mardi contre l'Afrique du Sud. Seulement, le coach Petkovic ne l'a pas retenu pour cette rencontre. C'est aussi le cas de son camarade Bachir Belloumi, qui n'a pas été utilisé avant-hier en amical. À ce sujet, Petkovic s'explique :

« J'ai un large choix, dommage que je n'ai pas eu l'occasion de donner à tout le monde une chance de jouer. Ce sera difficile de choisir 23 joueurs pour le mois de juin à l'occasion des deux matchs face à la Guinée et l'Ouganda pour le compte des qualifications du Mondial 2026, (ndlr), tellement il y a beaucoup de bons joueurs. Concernant Guitane et Belloumi, je sais qu'ils n'ont pas joué, j'ai fait des choix. »

M.A.K.A.

Madani : « Content de ma première sélection »



Pour sa première sélection, le défenseur central du CS Constantine, a bien tenu son rôle globalement dans ce match joué contre l'Afrique du Sud. Madani est revenu en fin de rencontre sur son premier match avec les Verts. « Je suis très content de ma première sélection. J'ai donné le meilleur de moi-même, j'estime que j'ai bien accompli ma mission sur le terrain grâce à Dieu. Nous avons affronté une belle équipe sud-africaine qui joue bien au football, en faisant sortir la balle par derrière. Nous avons appliqué les consignes du coach, je pense que nous avons maîtrisé l'adversaire. Le match était très disputé de part et d'autre avec beaucoup d'enseignements à tirer. »

M.A.

BROOS (SÉLECTIONNEUR DE L'AFS)

« L'Algérie a réussi son tournoi »

Après les entraîneurs de la Bolivie et d'Andorre qui ont loué le mérite de l'Algérie en matière d'organisation de ce tournoi FIFA Séries, mardi c'était au tour de du sélectionneur sud-africain, de leur emboîter le pas. Le technicien belge Hugo Broos a d'abord analysé le match nul concédé face à l'Algérie avant de donner son avis sur l'organisation de ce tournoi joué à Annaba et à Alger du 22 au 26 mars 2024. « Nous

avons assisté à un très beau match avec beaucoup de buts. Je suis très content de mon équipe, notamment sur le plan offensif, nous avons pu créer beaucoup de problèmes à l'équipe d'Algérie. La sélection algérienne a fourni un grand match. Si elle avait joué de la même façon à la dernière CAN, elle aurait évité l'élimination au premier tour. Nous avons abordé ce tournoi amoindri par l'absence de cinq éléments pour diverses blessures, j'ai pu voir à

l'œuvre de nouveaux joueurs, je n'ai pas de souci pour l'avenir de cette équipe, je pense qu'on sera encore plus fort. Concernant mon avenir, je tiens à préciser qu'il n'y a aucun contact avec la fédération tunisienne. Enfin, le tournoi FIFA Séries-2024 a été une belle opportunité de pouvoir jouer deux matchs de haut niveau, ça été un bon test pour nous. C'était aussi une grande réussite dans l'organisation pour l'Algérie. »

Moumen A.

AMOURA SORTI POUR BLESSURE

Aligné d'entrée mardi, le meilleur buteur algérien en Europe cette saison avec 18 réalisations, Mohamed-Amine Amoura n'est pas allé au bout de cette rencontre jouée contre l'Afrique du Sud. Victime d'un choc avec l'arbitre, l'Algérien est sorti sur blessure. Interpellé au sujet de cette blessure, le coach de l'EN, Vladimir Petkovic répond : « Amoura est sorti sur blessure, il a reçu un gros coup, j'espère qu'il n'a rien de grave. » Dira Petkovioc. Pour rappel, Amoura a cédé sa place à son camarade Ahmed Kendouci, en début de seconde période, après avoir eu quelques difficultés à reprendre conscience sur le terrain en fin de première mi-temps. Aux dernières nouvelles, le joueur de Saint-Gilloise, a passé des examens médicaux qui n'ont rien révélé de grave.

M.A.

PUB

Bienvenue chez Physio-Care, votre oasis de bien-être dédié à la santé physique et mentale

DÉCOUVREZ NOTRE PALETTE DE SERVICES EXPERTS:

- Kinésithérapie pour une récupération optimale
- Massages thérapeutiques et relaxants pour apaiser le corps et l'esprit
- Soins du pied (podologie) pour prendre soin de vos pas
- Cupping thérapie (hidjama) pour une approche holistique
- Ostéopathie et acupuncture pour un équilibre durable.

Tous nos soins sont prodigués sous avis et supervision médicale, garantissant votre sécurité et confort.

Offrez-vous une pause bien-être chez Physio-Care, où votre santé est notre priorité.

Lotissements Said Hamline, BT 33, 1er étage, Hydra (Dernière Agence de Sonelgaz Hydra)

Rejoignez-nous sur les réseaux sociaux :

0553 25 87 02
0672 47 19 42

physiocare Hydra

Physio-Care Hydra
physiocare.Hydra1

FIFA SÉRIES 2024

La Bolivie domine Andorre

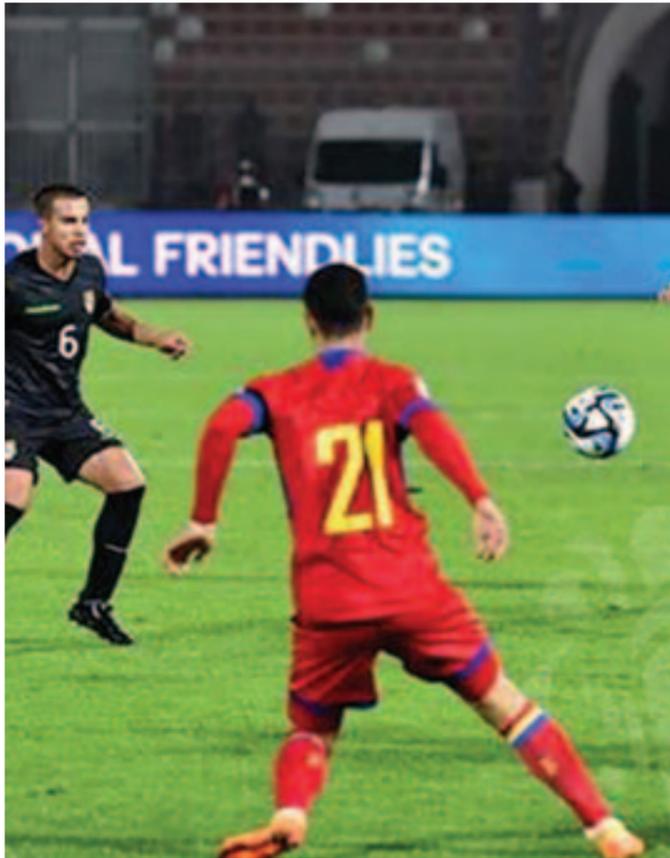
Les entraîneurs de la Bolivie et de l'Équipe nationale d'Andorre ont apprécié leur séjour en Algérie où ils ont pris part à ce premier tournoi FIFA Séries organisé à Alger et à Annaba.

■ WAHIB AIT OUKALI

La Bolivie est venue à bout de la sélection d'Andorre sur le score d'un but à zéro (mi-temps (1-0), dans la nuit de lundi à mardi au stade du 19-Mai 1956 d'Annaba, dans le cadre du tournoi amical international FIFA Séries 2024 organisé par l'Algérie. L'unique but de la partie a été l'œuvre de l'attaquant bolivien Ramiro Vaca Ponce (12'). Après un round d'observation d'une dizaine de minutes au cours desquelles les deux formations ont tenté d'accaparer le milieu de terrain en confisquant le ballon, les Boliviens sortirent peu à peu de leur coquille.

Et c'est en toute logique qu'ils parvinrent à ouvrir la marque par Ramiro Vaca Ponce qui loge la balle au fond des filets andorrans d'un tir puissant en conclusion d'une offensive collective ponctuée par une passe décisive du défenseur Diego Medina (12').

L'équipe d'Andorre a vainement tenté de revenir à la marque, mettant de plus en plus la pression sur le porteur de ballon, mais sans se montrer réellement dangereuse, sauf à la 40'

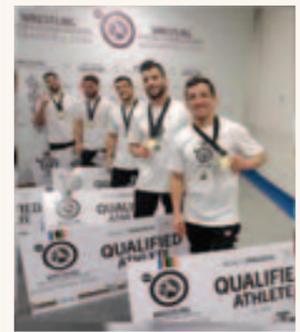


lorsque le gardien bolivien Viscarra sortit une belle parade pour détourner une tête à bout portant de Garcia Gonzalez qui reprit un centre parfait de San Nicolas Schellens.

En seconde période, la sélection bolivienne, mieux disciplinée tactiquement, a pu contenir sans trop de difficultés les assauts andorrans, désordonnés et imprécis.

Et c'est sur ce score écriqué d'un but à zéro que l'arbitre algérien Houssam-Eddine Benyahia renvoie les 22 acteurs aux vestiaires, à la grande joie des hommes d'Antonia Carlos Zago, le coach bolivien, qui sut mettre en place un quadrillage du terrain duquel les Andorrans n'ont pu se dépêtrer.

Pour rappel, la sélection d'Andorre avait fait match nul contre son homologue sud-africaine lors du match d'ouverture du tournoi amical international FIFA Séries 2024, dans la nuit de jeudi à vendredi derniers au stade du 19-Mai 1956 d'Annaba (1-1), tandis que l'Équipe nationale algérienne avait battu la Bolivie sur le fil (3-2), le 22 mars dernier au stade Nelson-Mandela (Alger).



LUTTES ASSOCIÉES JO-2024

L'Algérie valide 5 billets en gréco-romaine

Cinq lutteurs algériens ont composé leurs billets pour les Jeux olympiques Paris 2024, en se qualifiant en finales de leurs catégories respectives en lutte gréco-romaine, lors des combats du deuxième tournoi continental de qualification Afrique-Océanie, disputés vendredi à Alexandrie (Égypte).

Il s'agit de: Abdelkarim Fergat (-60 kg), Ishak Ghaïou (-67 kg), Abdelkrim Ouakali (-77 kg), Bachir Sid Azara (-87 kg) et Fadi Rouabah (-97 kg). En catégorie gréco-romaine, les lutteurs algériens ont validé leur qualification aux JO 2024, en se hissant en finale de leurs catégories respectives, à commencer par Fergat (-60 kg) vainqueur en demi-finale du Marocain Ismaïl Ettalibi (5-1), suivi de son compatriote Ghaïou (-67 kg), qui s'est imposé devant l'Australien Ando Lehmetz (5-1). De son côté, Ouakali (-77 kg) a dominé dans le dernier carré le Marocain Yassine Chekly (11-0), de même que Sid Azara (-87 kg) contre l'Angolais Roberto Nsangua (8-0).

Pour sa part, Rouabah (-97 kg) a validé sa qualification aux JO en battant le Tunisien Mohamed Missaoui (8-0).

Le deuxième tournoi continental de qualification Afrique-Océanie, se poursuivra samedi avec la lutte féminine, avec quatre Algériennes en course, alors que la dernière journée programmée ce dimanche sera dédiée à la lutte libre, avec six Algériens engagés.

Lors de ce tournoi qualificatif aux JO 2024, qui met en jeu 36 billets aux joutes de Paris, l'Algérie est représentée par 16 athlètes: six en lutte gréco-romaine et six en lutte libre, auxquels s'ajoutent 4 lutteuses. Selon le communiqué de la United World Wrestling (UWW), les finalistes de chaque catégorie des poids inscrite au programme des JO, valideront leur participation à Paris 2024.

DÉCLARATIONS

Antonio Carlos Zago, sélectionneur de la Bolivie: «Je remercie l'Algérie pour la bonne organisation»

«Nous avons joué un match important qui a constitué une excellente préparation pour les compétitions sportives à venir telles que la Copa America qui sera organisée en juin prochain aux États-Unis d'Amérique. « Nous nous sentions obligés de bien jouer ce soir et de gagner ce match, ce qui a été fait, mais non sans difficulté, mon équipe ayant fourni beaucoup d'efforts lors du premier match contre une excellente équipe d'Algérie. Ce soir, malgré tout, nous l'avons remporté et je pense qu'on le méritait au vu des 90'. » «Je tiens à remercier l'Algérie pour la bonne organisation de cette compétition amicale et j'espère que l'équipe algérienne se qualifiera pour la prochaine Coupe du monde.»

Jesus Luis Alvarez de Eulate Guergue, sélectionneur d'Andorre: «L'Algérie et la FIFA ont réussi leur pari»

«Cette joute amicale nous a permis de bien nous préparer pour les compétitions sportives à venir. Nous avons essayé de bien faire mais nous avons gâché beaucoup d'occasions. Ce fut malgré tout une très bonne expérience pour nous dans un pays dont nous avons découvert l'excellence, tant au niveau des installations sportives que de l'hébergement, et même de l'aspect culturel. L'Algérie et la FIFA ont réussi leur pari de mettre sur pied ce tournoi amical, superbement organisé, et nous ne pouvons que les en remercier.»

JEUX OLYMPIQUES PARIS 2024

Liste des 32 athlètes algériens qualifiés



La délégation des sportifs algériens qui auront l'honneur de défendre les couleurs de l'Algérie, lors des prochains Jeux olympiques, sera constituée au moins de 32 athlètes, qui ont déjà réussi les minima ou arraché leur billet, chacun dans sa discipline. Voici la liste des athlètes algériens qualifiés, aux prochains Jeux olympiques, prévus du 26 juillet au 11 août 2024, à Paris.

Ce nombre pourrait augmenter si d'autres athlètes parviennent à se qualifier lors des prochaines dates de qualification :

athlétisme: Djamel Sedjati (800 m), Slimane Moula (800 m), Mohamed Taher Yasser Triki (triple saut).

Aviron: Sid Ali Boudina (Skiff poids léger), Nihad Benchadli (Skiff poids lourds).

Canoë-kayak: Caroll Bouzidi (kayak slalom). Cyclisme: Nesrine Houili, Yacine

Hamza. Boxe: Roumaïssa Boualem (50 kg), Hadjila Khelif (60 kg), Imane Khelif (66 kg), Jugurtha Ait Bekka (63,5 kg), Mourad Kadi (+92kg). Tir sportif: Houda Chaâbi, Samir Bouchireb, Koceila Adoul.

Gymnastique: Kyla Nemmour.

Escrime: Salim Haroui (fleuret masculin), sabre féminin par équipe (quatre athlètes).

Lutte gréco-romaine: Abdelkarim Fergat (60 kg), Ishak Ghaïou (67 kg), Abdelkrim Ouakali (77 kg), Bachir Sid Azara (87 kg), Fadi Rouabah (97 kg).

Lutte libre: Fateh Benferdjallah (86 kg).

Lutte féminine: Ibtissem Doudou (50 kg), Chaïma Fouzia Aouissi (57 kg).

Voile: Amina Berrichi (IQ Foil), Ramy Boudrouma (IQ Foil).

PUB

VENTE - REPARATION HARD / SOFT

32, Rue Ahmed Ouaked, Dely Ibrahim, Alger
Email : alili.farid83@gmail.com
Tél : 0 796 030 214



APPLE SOLUTION
DELY IBRAHIM

BAYERN MUNICH

Le Bayern a ciblé le remplaçant de Davies



Le dossier Alphonso Davies occupe les discussions à Munich. Le latéral gauche arrive en fin de contrat en 2025 et n'a pas encore pris de décision sur son avenir. Le Bayern lui a lancé un ultimatum pour que son futur soit fixé rapidement, mais a un plan B en cas d'échec dans les négociations. En effet, après la piste Théo Hernandez, le champion d'Allemagne en titre a coché le nom de Miguel Gutiérrez (22

ans), performant avec la surprenante équipe de Gironne, cette saison, selon les informations du journal AS. L'Espagnol a marqué un but et délivré quatre passes décisives cette saison en 27 matchs de Liga. À noter que Ian Maatsen, prêté au Borussia Dortmund cette saison, figure aussi sur la short-list du Bayern, selon *Sky Sport*.

FLAMENGO

Gabigol réagit à sa suspension

Hier soir, la sentence est tombée pour Gabriel Barbosa, plus connu sous le nom de Gabigol. Le joueur de 27 ans a été suspendu deux ans, pour avoir été jugé coupable de fraude lors d'un test antidopage. Si l'avant-centre de Flamengo peut faire appel, il a commenté cette décision, dans des propos rapportés par *Ge Globo*. «Depuis le début de ma carrière de footballeur, j'ai toujours respecté les règles du jeu et je n'ai jamais



utilisé de substances interdites», a d'abord rappelé l'avant-centre brésilien. «Je suis déçu par l'issue du procès, mais je continuerai à coopérer avec les autorités sportives et je suis convaincu que mon innocence sera prouvée et rétablie par une juridiction supérieure», a poursuivi Gabigol, qui remercie tout le monde du soutien dans «cette période difficile».

FC BARCELONE

La réponse cinglante du PSG au Barça



Jeune pépite du FC Barcelone, Lamine Yamal n'a que 16 ans, mais l'international espagnol (5 sélections, 2 buts) vit déjà sa première saison complète avec les Blaugranas (6 buts, 7 passes décisives en 40 matchs). Sous contrat jusqu'en 2026, Yamal fait partie des joueurs dont le Barça ne veut pas se séparer. Pourtant, des rumeurs font état

d'un grand intérêt du Paris Saint-Germain pour le talent catalan. Mieux, le club de la capitale française serait disposé à payer 200 millions d'euros pour lui. Mais, les Parisiens ont répondu à un journaliste de l'émission d'une chaîne espagnole *El Chiringuito* : « Nous ne sommes pas aussi fous. Jamais nous n'offrirons 200 millions d'euros à un club en chute libre. » Tout a été dit.

RACISME

RÜDIGER PORTE PLAINTÉ CONTRE UN JOURNALISTE



Antonio Rüdiger a été la cible d'un commentaire à caractère raciste. Sur son compte Instagram, le joueur de 31 ans a posté une photo pour célébrer le début du Ramadhan, pour lui et tous ses confrères musulmans. Un post qui n'a pas laissé indifférent le journaliste allemand et ancien rédacteur en chef de *Bild*, Julian Reichelt, qui a commenté cette photo sur X. «Pour tous ceux qui ne veulent pas recon-

naître un salut islamiste dans le salut islamiste d'Antonio Rüdiger : le Verfassungsschutz appelle ce geste le «doigt de l'IS» et considère l'index comme un signe clair d'islamisme.»

Devant ce commentaire, le défenseur du Real Madrid et de l'Allemagne a déposé plainte lundi contre le journaliste auprès du parquet de Berlin pour «injure ou diffamation, insulte haineuse et incitation à la haine». La DFB (fédération allemande) a également porté plainte, pour «discours haineux».

ANGLETERRE

Rice veut faire changer d'avis Ben White



Coéquipiers à Arsenal, Declan Rice et Ben White auraient pu l'être en sélection également. Mais le latéral droit ne veut plus rejouer

avec l'Angleterre, suite à un échange avec l'adjoint de Gareth Southgate, Steve Holland, que le joueur de 26 ans n'aurait pas apprécié. Ainsi, Ben White n'est plus convoqué avec les Three Lions, au grand dam de Declan Rice.

Le milieu de terrain de 25 ans espère faire changer d'avis Ben White, comme le souligne *The Telegraph*. «J'aimerais qu'il revienne. Je pense que Bukayo le ferait. Je pense qu'Aaron Ramsdale aussi (...) Il est très discret, il se tient à carreau, mais quand il est sur le terrain, il ferait n'importe quoi pour que son équipe gagne. Je pense que c'est un joueur unique parce qu'il peut jouer à trois postes.

Dans les tournois, c'est très important», a confié le milieu de terrain anglais devant les médias. Est-ce qu'il arrivera, avec l'aide de Saka et Ramsdale, à le faire changer d'avis ?

APRÈS LES MENACES DE MORT REÇUES PAR DI MARIA

Le communiqué de Rosario

Alors qu'il est en Argentine avec la sélection nationale, Angel Di Maria a vécu un événement terrible. L'attaquant de 36 ans séjournait dans un hôtel, lorsqu'une voiture grise avec trois passagers a franchi à plusieurs reprises le portail du quartier privé de Miraflores où il était lundi matin, et a lancé des menaces de mort à destination de l'ancien Parisien.

Un geste condamné par Rosario Central, club des débuts de Di Maria, comme le rapporte le média *Olé*.

«Le club rejette catégoriquement les faits de notoriété publique, dans

lesquels des menaces ont été enregistrées à l'encontre d'un joueur de football reconnu de notre académie de jeunes», a d'abord souligné le club argentin, dont l'institution, dans cette situation, se sent «lésée, endommagée et blessée parce que ce type d'actions violentes menace directement l'économie et le succès sportif des clubs». Pour éviter que ce schéma se reproduise à l'avenir, Rosario entend «interdire définitivement ce genre de choses» dans sa ville, et demande «des sanctions jusqu'aux dernières conséquences pour les personnes impliquées». Le message est passé.



DANS LE BASTION TERRORISTE DE HTS EN SYRIE

Un enfer pavé de tortures et de disparitions forcées

HTS PUISE ses racines dans le Front Al-Nosra, qui avait prêté allégeance à Al-Qaïda avant de prétendre s'en être affranchi, en 2016. Le groupe essaie de polir son image et dit avoir mis au ban ses éléments les plus extrémistes.

Ahmad al-Hakim a appris en février que son frère âgé de 27 ans était mort sous la torture dans les geôles du groupe terroriste qui contrôle Idlib, dernier bastion extrémiste en Syrie. Son décès a provoqué des manifestations inédites contre Hayat Tahrir al-Cham (HTS), ex Al-Nosra et branche locale d'Al-Qaïda, accusée par des habitants, des proches de détenus et des défenseurs des droits humains d'exactions qui s'apparentent selon l'ONU à des crimes de guerre. «Mon frère a été tué sous la torture, son corps a été caché et on n'en a même pas été informé», dit Ahmad al-Hakim, assis près de la tombe de son frère Abdel Kader. «Nous sommes descendus dans la rue protester contre le régime, pour être gouvernés d'une manière pire aujourd'hui», ajoute-t-il.

La colère monte depuis une campagne de détention massive lancée l'été dernier par HTS, qui contrôle une grande partie de la province d'Idlib et a des alliances avec les groupes rebelles soutenus par la Turquie. La campagne a visé des centaines de civils, des combattants d'autres factions et des membres de HTS notamment accusés de «collaborer avec le régime» ou des parties étrangères. HTS puise ses racines dans le Front Al-Nosra, apparu en 2011, qui avait prêté allégeance à Al-Qaïda avant de prétendre s'en être affranchi en 2016.

Le groupe essaie depuis de polir son image et dit avoir mis au ban ses éléments les plus extrémistes.

Depuis fin février, des manifestations inédites se produisent régulièrement dans la province d'Idlib pour exiger la libération des détenus, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme (OSDH), les dernières ayant eu lieu lieu dimanche soir.

Les manifestants scandent des slogans hostiles au chef de HTS, Abou Mohammad al-Jolani, qui contrôle cette



La région d'Idlib est encore le fief des terroristes et des rebelles

région où vivent trois millions de personnes, dont près de la moitié sont des déplacés. Lors d'une récente conférence de presse, le chef du groupe a reconnu que les revendications des manifestants étaient «pour l'essentiel légitimes». Interrogé, le bureau de presse de HTS a indiqué «examiner sérieusement» les demandes des manifestants. «HTS va prendre des mesures pour contrôler l'action des organismes de sécurité, améliorer l'infrastructure des prisons (...) pour pallier aux dysfonctionnements», a-t-il ajouté. Ahmad al-Hakim raconte que son frère, accusé par HTS de «collaborer» avec les autorités de Damas, a subi les tortures les plus diverses. «Ils l'ont battu avec un tuyau jusqu'à ce qu'il perde connaissance, ils l'ont suspendu par les bras pendant des jours sans boire ni manger. Il n'a rien avoué, ils l'ont donc torturé davantage jusqu'à ce qu'il meure entre leurs mains», ajoute-t-il. Ayant appris qu'il était recherché par HTS, «il s'est rendu le 16 mars 2023 au service général de sécurité» affilié au groupe, pensant qu'il serait libéré au bout de quelques jours, raconte son

frère. Près d'un an et de multiples promesses de libération plus tard, sa famille a appris son décès et a connu son lieu de sépulture à travers des gardiens de la prison. «La tombe avait été fraîchement préparée, alors que la date du décès inscrite remontait à une vingtaine de jours après son arrestation», ajoute Ahmad. Il indique avoir appris par des co-détenus qu'Abdel Kader ne pouvait plus marcher à cause de la torture, «ses pieds enflés étant remplis de pus». Le jour de sa mort, «les gardes l'ont torturé pendant six heures», avant qu'il rende son dernier souffle parmi ses codétenus qui tentaient de le secourir, indique son frère.

Pour tenter de contenir le ressentiment populaire, 420 détenus ont été libérés début mars en vertu d'un décret d'amnistie, selon l'OSDH, une ONG basée au Royaume-Uni. Mais le mari de Noha Al-Atrach, Ahmed Majloub, n'en faisait pas partie. «Je participe aux manifestations, je prépare des banderoles avec des photos de mon mari et j'emmène mes enfants avec moi dans l'espoir que Dieu le libérera de la captivité de HTS», déclare-t-elle depuis

son domicile à Idlib. «Il a été arrêté cinq fois, la dernière en 2022, sans motif clair», explique la femme en niqab, tandis que ses deux jeunes enfants tiennent des photos de leur père. Selon elle, il est tantôt accusé d'appartenir à une faction extrémiste opposée à HTS, tantôt de vol. Noha Al-Atrach dit avoir été elle-même détenue pendant plus de vingt jours avec ses deux enfants pour avoir voulu s'enquérir du sort de son mari. Elle affirme que HTS lui a réclamé 3.000 dollars pour libérer son mari, une somme qu'elle n'a pas pu rassembler. Dans un récent rapport, des groupes de défense des droits humains et la Commission d'enquête des Nations unies sur la Syrie ont accusé HTS de violations des droits humains, notamment de torture, de violences sexuelles et de disparitions forcées, l'ONU estimant que ces actes «peuvent être qualifiés de crimes de guerre». Bassam Al-Ahmad, de l'ONG Syrians for Truth and Justice, basée à Paris, déclare que «les gens en ont assez des violations commises par HTS, comme les arrestations arbitraires, la torture et le meurtre sous la torture»

L'EXPERTE DE L'ONU A PARLÉ DE «GENOCIDE» À GHAZA

Francesca Albanese fait l'objet de «menaces»

L'experte des Nations unies ayant affirmé qu'il existait des motifs raisonnables de croire qu'Israël avait commis plusieurs «actes de génocide» à Gaza a indiqué hier avoir reçu des «menaces» mais assure ne pas vouloir démissionner. «J'ai toujours été attaquée depuis le début de mon mandat» en 2022, a déclaré la Rapporteuse spéciale l'ONU sur les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese, lors d'une conférence de presse. Israël l'a interdite d'entrée mais elle est soutenue par un grand nombre de pays. L'experte, qui est mandatée par le Conseil des droits de l'homme mais ne s'exprime pas au nom de l'organisation, a affirmé être sous «pression» mais a assuré que cela ne changeait rien à son travail : «cela me pousse encore plus à ne pas céder». Israël a affirmé que son rapport faisait partie «d'une campagne visant à saper l'établissement même de l'Etat juif», et les Etats-Unis ont dit n'avoir «aucune raison de croire qu'Israël ait commis des actes de génocide à Gaza». «Je ne mets pas en cause l'existence de l'Etat d'Israël (...) mais je fais partie d'un mouvement qui veut la fin de l'apartheid», a réagi Mme Albanese, affirmant qu'elle «condamne» aussi le Hamas. Mme Albanese réclame une présence internationale «de protection» pour les Palestiniens et des mesures contre Israël, dont des sanctions économiques et un embargo sur les armes. Selon elle, «le génocide a déjà été commis» mais «on peut encore sauver des vies et on peut encore arrêter la descente vers l'abysse». «Nous savons qui est le principal soutien politique et économique d'Israël. Les regards sont tournés vers les Etats-Unis, mais il y a d'autres Etats», a-t-elle affirmé, indiquant qu'elle examinera les questions de responsabilité et de complicité dans un prochain rapport.

AGRESSION SIONISTE CONTRE GHAZA

Des députés britanniques appellent le gouvernement à mettre fin aux ventes d'armes

Des dizaines de députés et membres de la Chambre des Lords, ont appelé le gouvernement britannique à mettre fin aux ventes d'armes à l'entité sioniste, engagée dans une agression génocidaire contre la bande de Gaza depuis le 7 octobre 2023, selon des médias locaux. Une lettre au ministre des AE, David Cameron, souligne les mesures prises par d'autres pays, dont le Canada, selon *The Guardian*. La lettre, coordonnée par la députée travailliste Zarah Sultana, a été signée par 107 députés et 27 de leurs pairs membres de la Chambre des Lords. Elle affirme que le «statu quo» pour les exportations d'armes britanniques utilisées à Gaza par l'entité sioniste est «totalement inacceptable».

BURKINA FASO

Plus d'une centaine de terroristes neutralisés dans l'est du pays

Plus d'une centaine de terroristes ont été éliminés mardi par les Forces de défense et de sécurité burkinabè dans la région de l'Est du Burkina Faso, a rapporté la presse locale. L'armée burkinabè, citée par l'Agence d'information du Burkina (AIB), a indiqué que les services de renseignement avaient été informés lundi de l'arrivée massive de terroristes dans la localité de Kiani, dans la région de l'Est. Les éléments du 20e Bataillon d'intervention rapide ont décidé d'aller à leur rencontre pour les empêcher de perpétrer leur attaque, et des combats ont alors opposé l'armée burkinabè à ces terroristes, a indiqué l'AIB. Un bilan provisoire fait état de plus de cent terroristes éliminés, et d'une importante quantité de matériels détruits ou récupérés. Depuis 2015, l'insécurité dans ce pays d'Afrique de l'Ouest a coûté la vie à de nombreuses personnes et fait des milliers de déplacés.

MALI

La junte interdit à Bamako une coalition d'opposants

Les autorités maliennes dominées par les militaires ont interdit les activités à Bamako d'une rare coalition d'opposants récemment créée, invoquant des «menaces de troubles à l'ordre public», a-t-on appris mardi de source officielle. Mise en place mi-février, la coalition «Synergie d'action pour le Mali» proposait «une autre voie» dans ce pays dirigé par des militaires putschistes depuis 2020. Elle était formée de membres de 30 partis et formations d'opposition, dont des partisans de l'influent imam Mahmoud Dicko, et s'est montrée très critique à l'égard de la junte. Elle estimait que «les attentes du peuple sont loin d'être satisfaites». «En raison du contexte sécuritaire et des risques de menaces de trouble à l'ordre public, les activités du regroupement dénommé Synergie d'action pour le Mali sont for-

mellement interdites sur l'ensemble du territoire du district de Bamako», indique un arrêté, daté de lundi, du gouverneur de la capitale Abdoulaye Coulibaly. Le gouverneur, un civil, met en avant «les multiples agissements» de la coalition, selon lui, «en violation de la réglementation en vigueur».

Le gouverneur de Bamako dépend du ministère de l'Administration territoriale et de la Décentralisation dirigée par le colonel Abdoulaye Maïga, porte-parole du gouvernement. Les expressions d'opposition sont devenues exceptionnelles sous la junte, étouffées par les injonctions à l'unité nationale et les mesures répressives. La junte dirigée par le colonel Assimi Goïta avait décrété en juin 2022 que les militaires céderaient le pouvoir aux civils à l'issue d'une période dite de transition s'achevant ce 26 mars 2024,

après une présidentielle prévue en février de la même année. Les militaires ont annoncé le report de la présidentielle à une date aujourd'hui toujours inconnue. Depuis, ils n'ont donné aucune nouvelle indication quant à leurs intentions après le 26 mars. Depuis le putsch d'août 2020, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest s'est évertuée en vain à limiter au maximum le maintien des militaires au pouvoir. La junte a annoncé le retrait du Mali de la Cedeao, à l'instar de ses partenaires de l'Alliance du Sahel, à savoir le Niger et le Burkina également dirigés par des militaires putschistes. L'organisation ouest-africaine vient d'assouplir tout récemment les sanctions contre les trois pays, en proie à un terrorisme chronique, dans l'espoir de les voir revenir sur leur décision.

LES FRAPPES CONTINUENT DANS LE SUD DE GHAZA

Pressions internationales pour le cessez-le-feu

LE QATAR - pays médiateur avec les Etats-Unis et l'Égypte - a affirmé mardi soir que les négociations indirectes entre le Hamas et l'entité sioniste pour une trêve ainsi qu'un échange d'otages et de prisonniers palestiniens se poursuivaient.



Les atrocités sionistes sont flagrantes et continues

Le sud de la bande de Gaza est le théâtre, dans la nuit de mardi à hier, d'intenses bombardements sionistes malgré les pressions internationales en faveur d'un «cessez-le-feu immédiat» dans ce territoire palestinien menacé de surcroît par la famine.

Une boule de feu a illuminé le ciel nocturne au-dessus de Rafah après une frappe aérienne sur cette ville de la pointe sud de Gaza où s'entassent 1,5 million de Palestiniens, la majorité déplacés par les affrontements qui font rage depuis des mois entre l'armée sioniste et le mouvement de résistance Hamas.

Tôt hier, le ministère de la Santé a fait état de 3 morts et de 12 blessés lors de frappes nocturnes de l'aviation sioniste dans le secteur de Rafah. Signe d'une situation humanitaire désespérée, le ministère de la Santé a annoncé mardi la mort de 18 personnes, dont 12 noyées en mer en essayant de récupérer de la nourriture parachutée et six tuées dans des bousculades dans les mêmes circonstances.

Le Hamas a appelé les pays étrangers à cesser ces opérations et demandé l'ouverture des accès terrestres pour l'aide humanitaire, strictement contrôlée par l'armée sioniste.

L'aide, très insuffisante face aux besoins immenses des 2,4 millions d'habitants, arrive principalement depuis l'Égypte via Rafah, mais parvient difficilement dans le nord du territoire, où des enfants sont morts de malnutrition et des habitants en sont réduits à observer les parachutages et se ruer sur l'aide à l'atterrissage.

«Les parachutages d'aide sont l'un des nombreux moyens que nous utilisons pour fournir l'aide dont les Palestiniens de Gaza ont si désespérément besoin et nous allons continuer à le faire», tout en «travaillant sans relâche pour augmenter l'arrivée d'assistance humanitaire par voie terrestre», a argué la Maison Blanche.

Les forces sionistes encerclaient mardi le complexe hospitalier al-Nasser dans la ville de Khan Younés (sud), selon des témoins. Un kilomètre plus loin, l'hôpital al-

Amal, est «hors service» et «a cessé de fonctionner complètement», indiquait mardi le Croissant-Rouge palestinien.

«La fermeture forcée de l'hôpital al-Amal, l'une des rares structures médicales restantes dans le sud, a de profondes implications, mettant en danger d'innombrables vies», a dénoncé la Fédération internationale des sociétés de la Croix-rouge et du Croissant rouge (FICR), jugeant «catastrophique» l'état du système de santé dans le nord du territoire après plus de cinq mois de guerre.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté lundi une première résolution appelant à un cessez-le-feu à Gaza, par 14 voix pour et une abstention, celle des Etats-Unis qui avaient jusqu'alors bloqué trois projets de résolution en ce sens. «Furieux contre son allié américain», le Premier ministre sioniste Netanyahu a annulé la visite d'une délégation attendue à Washington pour discuter entre autres d'une opération terrestre à Rafah, à laquelle l'administration Biden s'oppose, préconisant plutôt des mesures ciblées.

Le ministre américain de la Défense, Lloyd Austin, a jugé mardi «trop élevées» les pertes civiles et l'aide humanitaire «beaucoup trop faible» dans la bande de Gaza, au moment d'accueillir au Pentagone son homologue sioniste.

Le Qatar - pays médiateur avec les Etats-Unis et l'Égypte - a affirmé mardi que les négociations indirectes entre le Hamas et Israël pour une trêve à Gaza ainsi qu'un échange d'otages et de prisonniers palestiniens se poursuivaient, bien que les deux parties se renvoient la responsabilité de l'absence de progrès. Dans Tel-Aviv, des familles d'otages ont manifesté tard mardi pour exhorter le gouvernement du Premier ministre Netanyahu à arriver à un accord. «La délégation israélienne (...) doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour parvenir à un accord et ramener tous les otages chez eux. Assez de s'occuper des petits détails! Mettez-vous au travail et ramenez-les à la maison maintenant!», a déclaré sur place une manifestante très remontée contre Netanyahu.

RIPOSTE AU MEURTRE DE SEPT «SECOURISTES» AU LIBAN

Le Hezbollah bombarde l'entité sioniste

Le Hezbollah libanais a annoncé hier avoir lancé une salve de roquettes, faisant un mort, dans le nord d'Israël en représailles à un bombardement nocturne, imputé à l'entité sioniste, qui a tué sept «secouristes» dans un village frontalier. Un groupe de résistance libanais, la Jamaa islamiya, avait fait état plus tôt de la mort de sept «secouristes», tués dans une frappe sioniste à Habariyeh, près de la frontière, dénonçant un «crime odieux». En représailles au massacre commis par l'ennemi sioniste dans le village de Habariyeh (...), le Hezbollah a lancé «des dizaines de roquettes sur Kyriat Shmona», a-t-il affirmé dans un communiqué. Un responsable de la Jamaa Islamiya a déclaré plus tôt sous couvert d'anonymat que les «sept secouristes» avaient été tués alors qu'ils se trouvaient dans un centre d'urgence à Habariyeh. Plusieurs groupes au Liban, dont la Jamaa Islamiya, gèrent des centres de santé et des opérations d'intervention d'urgence. L'Agence nationale d'information libanaise (ANI, officielle) a également fait état d'un «raid de l'aviation israélienne» qui a fait sept morts parmi les secouristes, quatre blessés civils, et qui a détruit le centre.

RUSSIE

Le nombre de blessés dans l'attentat du Crocus City Hall monte à 360

Le nombre de blessés suite à l'attaque terroriste survenue vendredi dans la salle de concert Crocus City Hall, dans la banlieue de Moscou, est passé à 360, ont rapporté hier des médias locaux, citant le Centre de médecine des catastrophes. En date de mercredi matin, 360 personnes, dont 11 enfants, ont été blessées suite à l'attaque terroriste, a rapporté l'agence de presse TASS, citant le même centre. Selon celui-ci, 92 personnes ont été hospitalisées, 63 autres ont déjà quitté l'hôpital et 205 personnes ont reçu des soins ambulatoires. Alexandre Batrikine, chef du Comité d'enquête de la Fédération de Russie, avait annoncé lundi que le nombre de décès dus à l'attentat terroriste de vendredi s'élevait à 139. La vice-Première ministre russe, Tatiana Golikova, avait indiqué le lendemain que le nombre croissant de blessés s'expliquait par le fait que des personnes en état de choc avaient quitté les lieux sans chercher immédiatement à se faire soigner.

PERSPECTIVE

■ CHAABANE BENSACI

Le procès relatif à l'assassinat de l'opposant de gauche tunisien, Chokri Belaïd, en 2013, s'est achevé par un verdict prévisible. Quatre des accusés ont, en effet, écopé de la peine capitale, point d'orgue d'une série d'enquêtes qui auront duré onze années et connu d'interminables procédures judiciaires, pour la plupart bloquées jusqu'à l'avènement du président Kais Saïed. L'affaire avait choqué la Tunisie et provoqué une crise politique aiguë. Le 6 février 2013, l'avocat de 48 ans, très critique à l'égard du parti islamo-conservateur Ennahdha que préside Rached Ghannouchi et à l'époque chef de file de la coalition appelée à prendre le pouvoir en 2014, était assassiné par balles dans son véhicule et à

PEINES CAPITALES POUR L'ASSASSINAT DE L'OPPOSANT BELAÏD EN 2013

La Tunisie soulève le voile

proximité de son domicile. Les dossiers sur cette affaire ainsi que sur l'autre assassinat qui a coûté la vie au député Mohamed Brahmi, autre figure de l'opposition de gauche, avaient étrangement disparu du ministère de l'Intérieur entre 2014 et 2019, avant l'élection présidentielle qui propulsera, contre toute attente, Kais Saïed à Carthage. Au fur et à mesure de leurs investigations, les enquêteurs ont fini par identifier et inculper 23 présumés coupables et complices du meurtre de Chokri Belaïd. Il aura fallu 15 heures de délibérations au tribunal de première instance de Tunis pour prononcer le verdict, selon le procureur général adjoint du pôle judiciaire antiterroriste, Aymen Chtiba. Celui-ci a justifié la longueur des délibérés par le fait que le dossier était complexe et volumineux.

Mais, a-t-il dit, l'important est que «justice ait été rendue».

D'autres peines allant de 2 à 120 ans de prison ferme ont également été prononcées à l'encontre de plusieurs inculpés et il y a eu cinq acquittements dont les bénéficiaires restent, néanmoins, poursuivis dans d'autres affaires. Signalons que la justice tunisienne décide régulièrement des condamnations à la peine capitale mais un moratoire est de facto respecté depuis 1991. Rappelons que le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daesh) avait revendiqué aussitôt les assassinats de Chokri Belaïd, tué le 6 février 2013, et six mois plus tard, celui de Mohamed Brahmi. Un an plus tard, les autorités tunisiennes avaient annoncé la neutralisation au cours d'une opération antiterroriste de Kamel

Gadhgadh, présumé responsable de l'assassinat. Le parti Ennahdha a vu dans les sentences rendues hier une «preuve» de sa non implication mais les militants de gauche rappellent que Belaïd et Brahmi s'opposaient à la politique d'Ennahdha, mouvement qui dominait le Parlement et le gouvernement depuis 2011 et qui fut contraint de partager le pouvoir avec le parti de Beji caïd Essebsi, en 2014. Ainsi, la question de savoir qui est le commanditaire et le financier des deux crimes reste posée, disent-ils. En juin 2022, le président Kais Saïed qui réclamait toute la lumière sur ces deux «causes nationales» avait ordonné la révocation de dizaines de magistrats dont certains étaient accusés par les familles des victimes d'avoir entravé l'enquête.

C.B.

SOIRÉES RAMADHANESQUES À TIZI OUZOU

Des dizaines de chanteurs à l'affiche

Le Ramadhan de cette année sera une occasion pour renouer avec les soirées festives et diversifiées, dans la wilaya de Tizi Ouzou.

■ AOMAR MOHELLEBI

En plus du chef-lieu de wilaya, des chefs-lieux de daïras abriteront également des soirées artistiques tout au long de ce mois sans oublier le programme théâtral mis en place et entré déjà en vigueur par le théâtre régional Kateb-Yacine.

Le programme prévoit des soirées avec des chanteurs d'une grande renommée aussi bien à la maison de la culture Mouloud-Mammeri qu'au centre culturel d'Azazga.

Parmi les chanteuses et chanteurs célèbres annoncés à la Mmaison de la culture du chef-lieu de wilaya, on peut citer Beihdja Rahal qui s'y produira dans la soirée du lundi 1er avril.

Quant à Yasmina, qui est l'une des meilleures chanteuses d'expression kabyle, elle donne rendez-vous à ses fans pour le 30 mars. Kedym, fils du célèbre et regretté Hamidouche, sera à l'affiche dans la soirée du vendredi 29 mars.

Le programme concocté par la direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Tizi Ouzou prévoit la production de Mohamed Polyphène (20 mars), Rabah Lani (21 mars), Hacene Ahres (le 28 mars), Ali Ferhati (le 7 avril), etc. De nombreux autres artistes sont prévus dans le même espace durant la même période à l'instar de Taos Arhab, Ramdane Mechache, Youcef Guerbas, Naima Ramdani, Sadia Hamidi, etc. En plus des spectacles, de chants, la grande salle de spectacle de la Maison de la culture Mouloud-Mammeri abritera la demi-finale du concours de la chanson chaâbie portant le nom du regretté chanteur Ahcene Mezani et qu'organise l'association culturelle lbtunen et ce, dans la soirée du 22 mars.

Dans le même sillage, cinq soirées 100 % chaâbies ont été programmées par la direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Tizi Ouzou.

Ces récitals se tiendront à la salle de cinéma Djurdjura. Ils



Direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Tizi Ouzou Maison de la Culture Mouloud MAMMERI Tizi Ouzou

seront inaugurés le 25 mars par Nacerddine Galiz qui partagera la scène avec le talentueux Kaci Issaoun et Lounès Mazari.

La deuxième soirée chaâbie est prévue le 26 mars avec comme tête d'affiche : Mohamed Raoui. Puis, le 27 mars, le public aura droit au très talentueux Kamel Aziz, digne héritier du maître Amar Ezzahi. Mohamed Lamraoui se produira le 2 avril et pour terminer en apothéose, le public de Tizi Ouzou aura droit à un spectacle grandiose avec Abdelkader Chau. De son côté, le centre culturel de la ville d'Azazga abritera plusieurs soirées avec notamment des célèbres dont Dahmani Belaid, Djilali

Hamama, Ali Meziane, Hocine Ouahioune, Ali Irsane, Said Youcef, Karim Khelfaoui, Moh Oubelaid, Malek Bachi, Celia Ould Mohand, Moh Tahir, etc.

En plus de la chanson, le centre culturel d'Azazga abritera des spectacles de magie et de clown avec les magiciens Aziz et Hocine Benhamou et les clowns Minou et Kouki et Kimous.

Il faut noter qu'à la même occasion, le Théâtre régional Kateb-Yacine propose chaque soir, un spectacle dramaturgique.

Des pièces théâtrales et de monologues diversifiés y sont au menu presque quotidiennement.

A.M.



DES JOURNÉES LUI SONT
CONSCRÉES DEPUIS
LUNDI DERNIER

Alger, capitale du Madih religieux

Les Journées du «Madih religieux», organisées par l'Office Riadh El Feth (Oref), se sont ouvertes lundi à Alger, avec les prestations de deux associations de musique andalouse qui ont déployé des répertoires de circonstance, adaptés au mois sacré du Ramadhan, devant un public relativement nombreux. Dans le cadre de son programme culturel et artistique durant le mois sacré de Ramadhan, l'Oref a convié pour l'animation de ces journées, prévues du 25 au 29 mars, dix associations représentant les villes, d'Alger, Koléa, Blida, Cherchell, Miliana et Boufarik. Pour la première soirée de ces journées, la scène de la salle Ibn Zeydoun, centre des Arts de l'Oref, a accueilli les associations culturelles, «Ahl El Fen pour la musique, la danse et le théâtre» d'Alger, présidée et dirigée par la pianiste Nesrine Bourahla et «El Fen El Assyl» de Koléa, créée en 1998 par l'une des grandes figures de la musique andalouse, le regretté Brahim Benladjreb (1947-2016) et léguée à la jeune génération, dont l'actuel directeur artistique, Mohamed Benladjreb (fils), et le président en exercice de ce beau collectif de plus de 120 adhérents, Mohamed Kissarli. Durant près de deux heures de temps, les deux ensembles ont enchanté l'assistance, à travers des chants religieux de M'dihs, célébrant la gloire de Dieu, à travers des louanges et des poésies d'adoration qui faisaient également l'éloge du prophète Mohammed (QSSSL), sous un éclairage feutré, dans des atmosphères solennelles empreintes de recueillement et de spiritualité.

Ainsi, l'association «Ahl El Fen» a présenté un programme en trois parties, portées essentiellement par les voix suaves des jeunes cantatrices, Ines Chaabane au oud, Hassina Semrani au qanun et Anaïs Oukil au violon, ainsi que par les frères ténors, Hani et Chakir Bourahla, respectivement à la guitare et aux bendirs.

L'association algéroise a également été soutenue par des musiciens de qualité, à l'instar d'Elias Daïmellah (17ans), auteur d'une prestation époustouflante à la derbouka et Abderraouf Khadjali (12 ans), virtuose de la mandoline.



AZAZGA

SPECTACLE MAGIQUE DE DJILALI HAMAMA

Le chanteur Djilali Hamama a offert des moments magiques à ses fans, venus nombreux, assister à son spectacle qui s'est tenu au centre culturel d'Azazga.

▲ AOMAR MOHELLEBI

La salle était archicomble et le public était constitué principalement de jeunes spectateurs. Car, d'abord et avant tout Djilali Hamama est un artiste des jeunes même s'il compte, dans les rangs de ses fans, des « anciens » aussi. C'est en 2001, que Djilali Hamama produisit son premier album qui avait fait un véritable tabac malgré un contexte des plus défavorables, à l'époque, pour l'émergence d'une jeune et nouvelle voix. Djilali Hamama avait 27 ans et énormément de talent.

Les aptitudes vocales et artistiques de Djilali Hamama étant indéniables, son premier album avait fait un tabac. Il comprenait six chansons d'amour où des textes très profonds sont portés par la voix mielleuse de Djilali Hamama mais aussi par des mélodies musicales envoûtantes à tout point de vue. Toutes ces chansons comprises dans ce premier album qui date de 23 ans ainsi que bien d'autres ont été magistralement interprétées par un Djilali Hamama, plus talentueux que jamais ! Devant un public aussi merveilleux et aussi dynamique que celui de la soirée dimanche passé, au centre culturel d'Azazga, Djilali Hamama ne pouvait qu'être à l'apogée de sa

forme. A peine annoncé triomphalement par l'animatrice du gala, Djilali Hamama monte sur scène et le public le reçoit de manière enflammée. Les plus jeunes se lèvent, s'approchent et se mettent en face de la scène pour se sentir les plus proches de leur idole.

Djilali Hamama passe immédiatement à l'acte en enchaînant ses plus belles chansons avec la complicité de son orchestre et même de la majorité du public présent. Il s'agit en effet de fans puisque tout en écoutant leur idole, ils l'accompagnaient en chœur. Le public était particulièrement plus réactif quand Djilali Hamama entamait des chansons qui sont plus admirées que d'autres. C'est le cas notamment de toutes les chansons ayant figuré dans le tout premier album de l'artiste. Le public n'a pas caché sa joie quand Djilali Hamama a notamment interprété « Siwa asmekti idyeqimen », « Hader atsgihledh », « Anta kemini », « Tsugh », « Thayriw », « Mi taâyidh », « Sligh mi hedren fellak », etc. Bien que les textes poétiques sont des plus mélancoliques, car décrivant les stigmates inénarrables des séparations et des déceptions amoureuses, le public ne s'est pas privé de s'adonner à cœur joie à des démonstrations de danses qui ne s'arrêtaient que quand Djilali

Hamama se mettait à baisser le rythme en chantant un titre à la musique plus douce. Les présents ont donc profité au maximum de ce gala magnifique pour s'éclater, chanter et danser tout en se rassasiant de l'un de leurs chanteurs préférés. Le même centre culturel avait abrité d'agréables spectacles auparavant dont celui d'Ali Irsane, un artiste qui sait semer la joie dans le cœur de ses fans car donnant la priorité aux chansons rythmées et de fête. De nombreux autres chanteurs talentueux et célèbres sont attendus au centre culturel d'Azazga à l'instar de Karim Khelfaoui et Moh Oubelaid le 29 mars, Ali Meziane le 30 mars, Celia Ould Mohand et Karim Bouaza le 4 avril et Moh Tahir, Moh Bouhanik et Ali Bouguerfa le 5 avril. Il faut noter que le programme des activités artistiques qu'abrite le centre culturel d'Azazga dans la cadre des soirées du mois de Ramadhan, est concocté par la direction de la Culture et des Arts de la wilaya de Tizi Ouzou. Il comprend également des spectacles pour enfants comme la pièce de théâtre pour enfants qui sera présentée aujourd'hui, en soirée par Brahim Nafnaf, le spectacle de magie avec Zizou Youz le 1er avril et le clown avec Kouki et Kymous le 2 avril.

A.M.

« GÉOGRAPHIE LINGUISTIQUE » DE L'AMAZIGH DE NORA TIGZARI

Un livre pour découvrir la richesse de tamazight

Elle exerce au département de langue et culture amazighes de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi Ouzou. Elle en est d'ailleurs l'un des piliers. Elle est responsable de l'axe de recherche « Phonétique/phonologie, technologie linguistique » du laboratoire de l'aménagement et de l'enseignement de la langue amazighe et éditrice en chef de la revue « Iles d'imesli ». Elle est membre de nombreux comités scientifiques en Algérie et à l'étranger. C'est donc riche d'un tel CV qu'elle propose un livre fort intéressant et original qui vient de paraître aux éditions « El Amel » et qui se rapporte aux variations linguistiques en tamazight. L'ouvrage est intitulé « Géographie linguistique de l'amazigh ». Il est le résultat d'enquêtes linguistiques menées par Nora Tizgiri depuis plusieurs années dans toute la région de Kabylie. Au terme de ses recherches, Nora Tizgiri constate que malgré certains parlers locaux qui se sont développés, indépendamment des autres, l'intercompréhension reste assez aisée entre kabylophones même s'il existe quelques parlers minoritaires (tel par exemple tasahlit), où l'intercompréhension devient plus difficile avec les autres. La chercheuse Nora Tizgiri rappelle que la langue amazighe est constituée d'un nombre élevé de parlers régionaux et de dialectes dispersés sur un vaste territoire, ce qui réduit les échanges entre les différentes communautés amazighophones: les parlers se développent au gré des facteurs historiques, géographiques et sociologiques. Dans son livre, Nora Tizgiri insiste sur le fait que l'intercompréhension est relativement aisée entre les différentes régions de la Kabylie en dépit de l'importante variation phonétique. Nora Tizgiri souligne qu'elle n'est pas la première auteure

à s'être intéressée à ce sujet. André Basset a fait un travail d'enquêtes colossal dans ce grand domaine diversifié. Les travaux qu'André Basset a menés dans ce sens ont été compilés dans les livres : « Géographie linguistique de la Kabylie » et « Atlas linguistique des parlers berbères d'Algérie du Nord ». Basset a ainsi parcouru, pour les besoins de sa recherche, de nombreuses régions du pays comme Chlef, les Aurès, la Kabylie, Ghardaia, Ouargla, Tougourt, etc. Le livre de Nora Tizgiri consiste à établir des cartes linguistiques susceptibles de synthétiser le résultat d'une recherche sur la variation phonétique et lexicale. L'objectif du livre est de faire apparaître toute la variation qu'a subie le parler où la communication entre les différentes régions était encore difficile jusqu'à un passé récent. Nora Tizgiri confie que son objectif vise à contribuer à l'aménagement linguistique de la langueamazighe. Concernant le lexique, Nora Tizgiri précise qu'il présente une grande variation dans les parlers amazighs et ces variations du lexique peuvent se manifester sous plusieurs formes. Par exemple, la même racine avec une variation phonétique généralement de la voyelle initiale. Il y a aussi le cas des mots avec des racines différentes et avec la formation du pluriel, également différente ou encore la variation du nombre dans la formation du pluriel. De même que les cas de racines différentes pour la désignation d'un même signifié. En outre, le livre de Nora Tizgiri ausculte les aspects de la vie quotidienne qui ont permis à la langue amazighe de s'enrichir mutuellement. C'est le cas des marchés (souks) qui constitue une source de brassage des villageois provenant de toutes les localités avoisinantes. A.M.

PUB

ACHRONIQUE AWCHAM Sommes-nous des écrivains infidèles à nos mères ?



AMIN ZAOUÏ

« J'écris en français mais je pleure en Kabyle »
(Jean Amrouche).

Souvent je me sens comme un étranger qui m'habite ! Je ne suis pas moi-même ! Je suis un autre !

Je ne rêve pas en langue d'El Mutanabbi.

Je ne rêve pas non plus en langue de Molière ou de Voltaire, peu importe.

Je rêve dans la langue de ma mère ? Les beaux rêves sont faits dans la langue de yemma.

J'aime aller à l'école. Mais la langue de ma mère, celle de la rêverie, d'amour et du plaisir, est interdite dans mon école. Une fois sur le banc d'école, on m'a demandé d'arracher ma langue, celle de ma mère, et de la remplacer par une autre en grammairie et en conjugaison compliquées et des mots contournés. Dès que je quitte l'école je me hâte de reprendre la langue de ma mère. Je la trouve douce, facile, claire et transparente.

La langue de ma mère est faite pour la vie, dans la vie et pour la liberté, celle de l'école est faite dans les règles et les interdictions.

Pour quelle raison on remplace une langue par une autre ?

On nous envoie à l'école coranique à partir de trois ans, puis à l'école républicaine obligatoire, de six à 16 ans, puis à l'université gratuite, et tout ce parcours d'enseignement c'est pour oublier la langue de nos mères inoubliable ! Pour assassiner la langue des mères sur nos langues. Une situation absurde !

Dans cette même école nationale on nous enseigne, dans d'autres langues, que l'amour des mères est une partie de la foi ! Mais on n'oublie que la langue de ma mère est une partie de son âme, de sa foi et de son être.

On nous demande d'omettre la langue de nos mères, de la nier, et on nous apprend que « le paradis est sous les pieds des mères » ! Quelle logique folle, mortifère et abjecte !



On nous dit que le respect des mères est la première règle pour une bonne éducation, et on nous demande de ne pas apprendre la langue des mères. Comment respecter une mère sans le respect et sans l'apprentissage de sa langue qui est le moyen de communication majeur avec elle ?

Parce que les mères sont l'amour. On ne connaît le premier amour, celui de la cousine, qu'avec la langue de nos mères.

J'aime les langues étrangères mais par-dessus tout j'aime la langue de ma mère.

Toutes les langues sont étrangères exceptée la langue de ma mère. L'école et les institutions institutionnalisées ont banni la langue de ma mère afin de faire de nous les enfants d'autres mères, les enfants d'autres pays, les enfants d'autres langues.

On tête la langue maternelle du sein de nos mères.

Dans l'acte de l'écriture, en arabe officiel ou en français, nous ne faisons que nous traduire ! Et traduire c'est trahir à dit quelqu'un. Dans l'écriture, en français comme en arabe scolaire, nous passons notre temps à traduire en train la langue de ma mère qui nous habite dans une autre que nous habitons.

Nous vivons dans une langue, avec une langue, et nous écrivons dans une autre inconnue et étrangère à nos mères. L'écrivain algérien, celui qui écrit en arabe officiel comme celui qui écrit en français, est un être schizophrène.

Tout ce que nos doyens littéraires ont écrit, en français

ou en arabe classique, est une tentation de traduire les voix absentes de leurs mères fidèles à leurs langues.

Certes nous avons une si belle littérature algérienne, et nous sommes fiers, des beaux romans et des beaux poèmes, ceux de Kateb Yacine, de Mohammed Dib, de Mouloud Mammeri, de Mouloud Feraoun, d'Assia Djebar, de Rachid Boudjedra, de Tahar Djaout, de Boualem Sansal, de Malek Alloula, de Mustapha Benfodil, d'Adlène Meddi, El-Mahdi Acherchour, de Maïssa Bey, de Lynda Chouiten, de Moufidi Zakariya, de Tahar Ouetar, d'Abdelhamid Benhadouga, d'Ahlam Mosteghanemi, de El Habib Sayeh, de Rabia Djelti, de Bachir Mefti, de Saïd Khatibi, de Mohamed Sari, de Hamid Abdelkader, de Hamida Ayachi...

Ainsi, nous traversons la vie exilés dans une ou plusieurs langues étrangères.

La majorité de ces écrivaines et écrivains ont rendu hommage à leurs mères mais dans des textes faits dans d'autres langues que celle des mères. Un malentendu historique et ontologique.

Je suis sûr et certain qu'aucune maman de ces écrivaines et écrivains n'a lu ces beaux textes. Ce n'est pas parce qu'elles sont analphabètes, mais parce qu'elles appartiennent à une autre langue qui fait le sens de leur existence.

Nous sommes, par notre rapport aux langues d'usage littéraires, les faiseurs d'une longue narration de la trahison langagière et discursive.

Nos mères se trouvent chassées, en dehors de nos textes.

On écrit en fermant les portes de nos mots aux mères et on tire le rideau sur leurs mémoires attristées. C'est dramatique et c'est affreux. Nous sommes les blessés ou les condamnés de l'Histoire.

Seule la littérature dite populaire, echchier achchaâbi ou el melhoune, celle créée dans le génie de la langue du peuple, a su comment célébrer le mérite de la langue des mères. Les mères écoutent avec jubilation les textes de Benguitoune, Benmsayeb, d'El Khaldi, de Benkriou, de Cheikh Ezzine, Bouguitat, Aïn Tatlès, de Rabeh Sebaâ....

Seule la littérature écrite en tamazight, avec toutes ses variantes ; kabyle, targaie, chaouie ou mozaibite, est une littérature qui dégage l'odeur sacrée du lait maternel, et célèbre majestueusement les mères de ce pays. Les mères comprennent pieusement la sagesse poétique de Cheikh El Hasnaoui, de Si Mohand Ou Mhand, d'Aït Menguellet, de Matoub Lounès ou les textes romanesques d'Amar Mezdad, de Rachid Aliche, de Dihya Lwiz, de Lynda Koudache, de Zohra Aoudia, de Djamel Laleb

On ne peut pas être fidèle à la patrie tout en trahissant la langue de la mère. Le traître est d'abord celui qui méprise la langue de sa mère. Celui qui trahit la langue de sa mère est prêt à trahir son pays. Celui qui n'aime pas la langue de sa mère est incapable d'aimer sa terre natale et sa patrie.

Nous tous, écrivaines et écrivains, nous sommes des infidèles à nos mères, même si on les adore, même si on les vénère ?

A.Z.

aminzaoui@yahoo.fr

Tebboune opère un mouvement partiel dans le corps diplomatique

Ces nominations s'inscrivent dans le cadre de la redynamisation de l'appareil diplomatique et visent à optimiser la performance de l'action diplomatique face aux enjeux du moment et à assurer une prise en charge optimale de notre communauté nationale à l'étranger. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a décidé d'opérer un mouvement partiel dans le corps des chefs de postes diplomatiques et consulaires, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. Ce mouvement partiel a touché 28 ambassadeurs, trois consuls généraux et trois consuls, conformément aux dispositions de l'article 92 de la Constitution, précise le communiqué.

« Ces nominations s'inscrivent dans le cadre de la redynamisation de l'appareil diplomatique et visent à optimiser la performance de l'action diplomatique face aux enjeux du moment et à assurer une prise en charge optimale de notre communauté nationale à l'étranger », lit-on dans le texte. Elles entreront en vigueur une fois que les procédures protocolaires requises seront accomplies, conclut le communiqué.

CIRCULATION : 116 MORTS EN 15 JOURS DE RAMADHAN

Les services de la Gendarmerie nationale (GN) ont recensé au niveau de leurs territoires de compétence 116 morts et 411 blessés dans 278 accidents de la circulation survenus la première moitié du mois de Ramadhan. Le responsable de la communication au centre d'information et de coordination routière de la GN, le commandant Samir Bouchehit, a indiqué que l'excès de vitesse était la principale cause de ces accidents, notamment quelques minutes avant la rupture du jeûne, citant également comme autres causes les manœuvres dangereuses, l'imprudence de certains conducteurs et le manque de concentration au volant. Selon le même responsable, les bus de transport de voyageurs et les véhicules de transport de marchandises sont à l'origine de la plupart de ces accidents, avant les véhicules de transport en commun.

L'EXPRESSION

**RECRUTE
AGENT DE
MONTAGE PAO**

Se présenter au siège du journal, à la Maison de la presse de Kouba, à partir de 14h00